

Avant-propos de la co-présidence

Chères sections, chères et chers délégué-e-s,

L'année 2025 a été une année riche en aventures pour l'Union des Etudiant-e-s de Suisse. Et pour cela, nous nous devons de vous remercier vous, étudiantes et étudiants pour votre engagement. L'UNES n'a jamais eu un réseau aussi étendu, tant au sein des organisations étudiantes que sous la coupole dans les rangs parlementaires et ceci, nous le devons à chacune et chacun d'entre vous, qui avez donné votre temps, votre énergie et votre sueur durant toute l'année.

Alors que je m'adresse à vous en ce début d'année 2026, ce sont des émotions contradictoires qui m'animent. Nous vivons une époque compliquée : la guerre et les actes d'une violence inouïe font rage tout autour de nous. Des bombardements meurtriers au Moyen-Orient, des conflits armés qui déchirent les peuples partout dans le monde, des manifestations réprimées par des gouvernements autoritaires, mettant souvent en scène des groupes d'étudiant-e-s qui comme nous, luttent pour leur avenir et dans nos contrées, des attaques sans retenue contre les domaines publics tels que le domaine FRI, mais aussi la durabilité et les relations internationales, au profit des budgets de l'armement.

Le rôle de l'UNES dans ce monde en mouvement doit être clair. Nous luttons pour nos droits, pour nos opportunités, pour notre avenir et pour celui de celles et ceux qui nous suivront. En luttant pour l'adhésion de la Suisse au réseau Erasmus+, pour un système de bourses plus performant, contre la hausse des taxes d'étude, pour un monde académique plus équitable et durable, nous nous opposons à une dynamique sociétale qui prêterite les générations futures et mise sur le court-terme. Nous, nous préférons croire en l'avenir. Nous misons sur une vision équitable et durable.

Motivée en partie par l'orgueil du travail monstrueux que nous avons abattu ces derniers mois, j'ai cherché de quand datait la dernière manifestation étudiante de l'ampleur de celle que nous avons organisée le 1er octobre dernier et j'ai constaté non sans surprise que celle-ci datait de 2003, pour contester les attaques étasuniennes contre l'Irak. Le parallèle est saisissant.

En 2025, nous avons obtenu de nombreuses belles victoires : l'adoption de plusieurs objets parlementaires cantonaux sur l'adhésion à Erasmus+, l'adoption de plusieurs objets parlementaires fédéraux, notamment sur la situation des étudiant-e-s réfugié-e-s, la reconnaissance des commissions du Parlement de l'UNES comme actrice centrale du domaine FRI et on ne la présente plus, la manifestation du 1er octobre qui a rassemblé plus de 6000 personnes au travers de la Suisse.

Au-delà des victoires, nous avons développé de nombreux aspects de notre travail : élargissement de notre réseau de partenaires, implication politique renforcée, clarification des structures de l'UNES à travers l'optimisation de nos statuts, de nos règlements et de nos finances, adhésion d'une nouvelle section, excellents résultats de nos différents projets, etc...

En résumé, l'année 2025 n'a pas été facile, et la suite ne le sera pas non plus mais nous pouvons nous réjouir de l'excellence de notre travail et des aventures à venir.

Merci encore pour tout, et à une année 2026 pleine d'engagement étudiant.

Votre coprésidence,

Klara Sasse

Sophie Wang

Co-présidente

Co-présidente



Inhaltsverzeichnis

1.	Comité exécutif	4
2.	Activités	27
2.1.	Politique des hautes écoles	27
2.2.	International	41
2.3.	Égalité	44
2.4.	Questions sociales	46
2.5.	Durabilité	49
2.6.	Accréditation et assurance qualité	50
3.	Projets	53
3.1.	Perspectives - Etudes	53
3.2.	INVOST	57
3.3.	Students at Risk.....	60
3.4.	The Student Minds Network	62
4.	Divers	65
5.	Commission de contrôle	67

1. Comité exécutif

Julia Bogdan (Co-présidente)

Mandat : Janvier 2025 à décembre 2025, *Master en Cybersecurity à l'EPFZ et à l'EPFL*

Responsabilités et représentations

Co-présidente

- Direction stratégique de l'association
- Représentation de l'association en interne et en externe
- Responsable des finances
- Responsable des ressources humaines
- Responsable des projets
- Organisation et préparation des réunions du comité exécutif, du Conseil de section et des Assemblées des délégué-e-s
- Codirection et coordination du comité exécutif
- Responsable des finances au sein de la coprésidence
- Supérieure hiérarchique directe des co-secrétaires généraux-ales
- Collaboration avec les sections : VSETH, VSUZH, VERSO
- Collaboration avec les non-sections : SHSG, AGEPOLY, ALIAS, FH-OST
- Collaboration avec les membres associés : SUJS, YSMN
- Collaboration avec d'autres entités : divers partis, Conseil des EPF, actionuni, USO
- Représentation de l'UNES : Agence suisse d'accréditation et d'assurance qualité, auprès des médias et du monde politique

Tâches au sein des dossiers :

- Vice du dossier Politique
- Vice du dossier Social
- Mise en œuvre des nouveaux statuts et règlements
- Révision (et, espérons-le, amélioration) de la gestion des connaissances au sein de l'UNES
- Participation à la révision des normes d'accréditation du Conseil suisse d'accréditation
- Membre de la commission de sélection chargée de trouver un nouveau co-secrétaire général
- Relations avec les médias

Buts annuels 2025

A) Buts annuels atteints

- But 1 : dès que les mesures d'économie de la Confédération seront connues, l'UNES anticipera les réductions budgétaires potentielles qui auront une incidence sur son mode de fonctionnement et les dépenses liées aux projets. Nous avons analysé les coupes budgétaires et en avons discuté avec l'OFAS. L'UNES continuera à bénéficier d'un financement normal au cours de la prochaine période budgétaire.
- But 2 : *L'UNES s'engage en faveur d'un financement adéquat du domaine FRI.* Nous nous sommes engagé-e-s à tous les niveaux pour un financement adéquat.

B) État actuel des buts en cours

- But 1 : La communication interne à l'association est réévaluée et renforcée. Dans ce cadre, les plateformes et les structures existantes de l'association sont également évaluées et des propositions d'amélioration sont présentées. Avec les autres projets en cours, je n'ai pas trouvé le temps de m'en occuper. Je me suis toutefois constamment efforcée d'optimiser la communication autant que possible.

C) Courte update sur d'autres thèmes centraux de 2025

- Programme d'allègement 2027

En 2025, tout a véritablement tourné autour du paquet d'allègements budgétaires 2027. Nous avons rédigé et adopté une prise de position, mené deux campagnes d'affichage et organisé une journée d'action nationale avec une manifestation centrale à Berne. 3 000 personnes se sont rassemblées à Berne, 1 600 à Zurich et 1 500 autres dans le reste de la Suisse. Cette journée a été un immense succès et je suis incroyablement fière de tout ce que nous avons accompli. Nous avons montré que les étudiant-e-s en Suisse sont capables de se mobiliser – et avons eu une grande influence sur le débat public autour des mesures d'économie dans le domaine de l'éducation.

Lobbying

À chaque session parlementaire, nous avons rencontré des personnalités politiques issues de tous les partis afin de militer en faveur d'une amélioration des bourses, d'une réintégration dans le programme Erasmus+ et contre les mesures d'austérité dans le domaine de l'éducation. L'UNES a été très présente à Berne, au cœur des institutions fédérales, et cela s'est fait sentir : nos revendications ont été reprises dans des interventions parlementaires et des débats. De plus, cette année, nous nous sommes également impliqués au niveau européen, au Parlement européen à Bruxelles, où nous avons également fait pression en faveur d'une réintégration dans le programme Erasmus+.

Relations publiques

J'ai essayé, pour ce rapport, de déterminer précisément combien de fois j'étais apparu dans les médias, mais j'ai abandonné car il y avait tout simplement trop de demandes, d'interviews et d'interventions télévisées. Je garde notamment en mémoire mes interventions dans les émissions « 10vor10 » et « Tagesschau », ainsi qu'une interview dans le Tagesanzeiger. Je suis particulièrement fière de la manière dont nous avons influencé le débat autour du paquet de mesures d'allègement 2027. L'UNES a été sollicitée sur les thèmes les plus divers et a ainsi bénéficié d'une visibilité comme rarement auparavant.

Réseautage

J'ai entretenu et développé le réseau de l'UNES. J'ai notamment rencontré à plusieurs reprises les organisations suivantes :

- swissuniversities
- Conseil des EPF
- actionuni
- USO-UCE-UCS
- ESU
- PS, Vert-e-s, Le Centre, PVL, PLR, UDC
- Swisscore
- FH-CH
- Swiss Faculty Development Network
- ... et quelques autres

Je suis convaincue que nous aurons réussi en 2025 à étendre le réseau de l'UNES et à consolider davantage notre position en Suisse.

Travail avec les sections et les non-sections

Je me suis occupée des sections qui m'avaient été attribuées et j'étais toujours disponible pour répondre aux questions. J'ai participé à plusieurs assemblées générales, assemblées des délégué-e-s, assemblées des membres, assemblées des délégué-e-s de section, assemblées des délégué-e-s de groupe ainsi qu'à des réunions de comités, où j'ai présenté l'UNES et répondu aux questions. Je me suis notamment occupé des désaccords entre VSUZH et l'UNES et j'ai largement contribué à trouver une solution pour que VSUZH reste membre de l'UNES. Cela m'a demandé beaucoup d'énergie, mais c'était important pour la cohésion de l'association. De plus, avec Emile et Sophie, j'ai permis à l'AGE-Poly de devenir membre de l'UNES, et je suis très heureuse de les compter parmi nous ! La shsg ne semble malheureusement toujours pas intéressée par une adhésion, mais nous laissons la porte ouverte.

Ressources humaines

Au début de l'année, notre secrétaire général de longue date, Luzian Franzini, a malheureusement quitté l'UNES. Nous avons donc dû trouver un nouveau secrétaire général ; nous avons lancé un processus de recrutement et avons ainsi trouvé et embauché Tristan. La prise de fonction de Tristan s'est très bien déroulée ; malgré cette période mouvementée, il s'est rapidement intégré et est devenu un membre précieux de l'équipe. Je suis heureux que nous ayons trouvé en lui une si bonne solution.

AAQ / Conseil d'accréditation

Au sein de l'AAQ, nous avons travaillé sur deux thèmes : Révision des normes d'accréditation : nous avons participé activement au processus de consultation et veillé à ce que le point de vue des étudiant-e-s ne soit pas oublié dans le cadre de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur suisse. AAQ Day 2025 : l'UNES a eu l'occasion d'animer un atelier et j'ai eu le privilège de représenter les étudiant-e-s lors d'une table ronde.

IT

Dans le domaine informatique, nous avons mis en place plusieurs initiatives en 2025 : (1) Confluence : nous avons adopté Confluence comme outil central de gestion des connaissances. Les documents, règlements et processus sont désormais accessibles de manière structurée à tous les membres du comité, ce qui constitue un véritable atout pour le travail interne. (2) Page web des règlements : les règlements ont été mis à jour et publiés de manière claire sur le site web afin que les sections et les personnes intéressées puissent toujours trouver les versions actuelles. (3) Poste de responsable informatique : nous avons créé un poste de responsable informatique à durée déterminée afin de moderniser le système informatique de l'association et de formuler une stratégie à long terme.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l'UNES :

Dans l'ensemble, cette année a vraiment été incroyablement intense pour l'UNES, mais aussi pour moi personnellement. Je suis extrêmement fière de tout ce que nous avons accompli et j'espère que vous l'êtes aussi. Car sans vous, tout cela n'aurait pas été possible.

Mes moments forts de 2025 ont sans aucun doute été lorsque je me suis retrouvée sur scène avec Sophie lors de la manifestation et que tous ces mois de travail ont enfin porté leurs fruits. C'était un sentiment incroyable de me tenir devant vous toutes et de pouvoir manifester avec vous pour un financement meilleur et plus juste.

Un autre moment fort a été de monter sur scène avec Guy Parmelin lors du 10e anniversaire de swissuniversities pour parler du paysage éducatif suisse, ou encore de faire du lobbying avec Sophie et Carlotta au Parlement européen à Bruxelles pour que la Suisse rejoigne Erasmus+.

Merci à toutes pour votre immense engagement et je vous souhaite tout le meilleur pour l'avenir !

Sophie Wang (Co-présidente)

Mandat : Janvier 2025 à décembre 2025, *Master en biologie à l'EPFZ*

Responsabilités et représentations

- Direction stratégique de l'Union
- Représentation de l'Union à l'interne et l'externe
- Responsable des représentations institutionnelles
- Organisation et préparation des séances du comité, des séances du Conseil des sections, et des assemblées des délégué-e-s
- Co-direction et coordination de l'Union
- Supervision directe du co-secrétariat général
- Collaboration avec les sections: FAE HES-SO, FEN, CUAE ponctuellement
- Collaboration avec les non-sections: AGEF, AGEPOLY ponctuellement
- Collaboration avec les membres associés: SWIMSA, VSN, ESN ponctuellement
- Collaboration avec des partenaires institutionnels : Beirat, Swissuniversities, Conseil des EPF, Swisscore, ActionUni, USO, Movetia, OFS/BFS, Réseau FUTURE
- Collaboration avec des partenaires externes: Partis gouvernementaux, SSP/VPOD, USS/SGB, Académies Suisses des Sciences, ActionUni, USO, Mouvement Européen Suisse, Young European Swiss, Economiesuisse, Ouverte+Souveraine,
- Représentation institutionnelle : Swissuniversities, Conférence Suisse des Hautes-Ecoles
- Cohésion des sections latines

Tâches au sein des Dossiers

- Vice du dossier Relations Internationales et Solidarité
- Représentation de l'UNES auprès d'alliances internationales
- Vice du dossier Égalité
- Vice du dossier Durabilité
- Membre de la commission d'embauche d'un nouveau co-secrétaire général
- Travail médiatique
- Mise en place et complétion du Confluence de l'Union

Buts annuels 2025

A) Buts annuels atteints

- But 1 : Dès que les mesures d'économie de la Confédération sont connues, l'UNES anticipe les coupes budgétaires potentielles qui pourraient avoir un impact sur son fonctionnement et les dépenses liées à ses projets. Nous avons analysé les coupes budgétaires et en avons discuté avec l'OFAS. L'UNES continuera à être financée normalement au cours de la prochaine période budgétaire.

- But 2 : L'UNES promeut un financement adéquat du domaine FRI. Nous nous sommes engagé-e-s à tous les niveaux en faveur d'un financement adéquat.

B) État actuel des buts en cours

- But 1 : La communication interne à l'association sera réévaluée et renforcée. Dans ce cadre, les plateformes et les structures existantes de l'association seront également évaluées et des propositions d'amélioration seront présentées. Je trouve que Julia a été trop humble sur ce point. Nous n'avons pas eu de problème majeur de communication comme cela a pu être le cas dans l'histoire de l'UNES. Les sections n'ont jamais été autant actives et proches de l'UNES que durant l'année 2025 pour notre plus grand plaisir et les membres du comité ont redoublé d'effort pour garder un contact stable et fiable avec les sections dont elles et ils avaient la charge. De plus, une nouvelle section nous a rejoint et une section avec laquelle nous avions des problèmes structurels s'est à nouveau prononcée en faveur d'une collaboration saine avec l'UNES. Nous avons eu contact avec toutes les non-sections sur une base régulière ainsi qu'avec nos membres associé-e-s. Le travail au sein du comité était extrêmement productif et tous ses membres ont fait preuve de compétence et de professionnalisme irréprochable. La coprésidence et le cosecrétariat général ont également abattu des quantités gargantuesques de travail.

C) Courte update sur d'autres thèmes centraux de 2025

- Programme d'allègement budgétaire 27

Le point focal du travail de l'UNES en 2025 est sans aucun doute le programme d'allègement budgétaire 27 (PAB27). Nous avons commencé par mettre en place la taskforce qui s'est rencontré régulièrement durant l'entièreté de la campagne PAB27. Nous avons ensuite rédigé un papier de position accompagné de plusieurs factsheet orientées pour nos partenaires. De plus, plusieurs séances d'information avec des partenaires externes ont été organisées. Nous avons lancé une pétition, accompagnée d'une campagne d'affichage. Ceci nous a permis de récolter plus de 37'000 signatures. Cette mobilisation massive nous a amené-e-s à organiser une manifestation nationale le 1er octobre 2025 qui a rassemblé plus de 6000 personnes dans toute la Suisse. En parallèle de tout cela, nous nous sommes rendu-e-s au Palais fédéral lors de chacune des sessions pour discuter avec les membres du Conseil National et du Conseil des États. Les chambres ont toute deux ouvertement reconnu le rôle de l'UNES dans la campagne contre le PAB27. Grâce à tous ces efforts, nous avons réussi à réduire la mesure d'allègement concernant les contributions de bases pour les hautes écoles de moitié, économisant ainsi 60 millions de francs à la population estudiantine suisse.

- Erasmus+

Le dossier Erasmus+ dont l'énorme majorité du crédit peut être attribué à Emile, a connu de grands avancements durant l'année 2025, notamment avec le paraphage des accords bilatéraux qui seront discuté entre 2026 et 2027 au Parlement. De plus, la campagne des initiative cantonales a suivi son cours, avec un lobbying localisé et différencié pour les acteur-ice-s et partis concerné-e-s. Une dynamique politique forte sur les discussions européennes se dessinent à l'horizon, avec le traitement de l'initiative de l'UDC "contre une Suisse à 10 millions" et les accords bilatéraux.

Lobbying

Lors de chaque session parlementaire de l'année 2025, nous nous sommes rendu-e-s au Palais fédéral pour amener des thématiques importantes pour l'UNES. Celles-ci incluent : le PAB27, Erasmus+, les défaillances du système de bourses suisse, le manque de personnel enseignant, la situation sociale et économique des étudiant-e-s en Suisse, l'engagement étudiantin, la rémunération des stages et les actualités politiques générales. Julia, Carlotta et moi nous sommes également rendu-e-s à Bruxelles pour rencontrer l'équipe de Swisscore et plusieurs parlementaires européen-ne-s sur la question du paysage des hautes-écoles et de la mobilité internationale (Erasmus+).

Travail public

Nous avons été grandement mobilisé-es par les médias sur les questions suivantes :

- Taxe d'études et PAB27
- Erasmus+ et la mobilité internationale
- Système de bourses suisse
- Perméabilité du système des hautes-écoles suisses
- Le harcèlement sexuel et moral dans les hautes-écoles suisses
- Activisme politique dans les hautes-écoles
- Situation sociale et économique des étudiant-e-s en Suisse

L'UNES s'est définitivement positionnée comme un acteur majeur du paysage médiatique des hautes-écoles durant l'année 2025. Nous pouvons espérer que cela se poursuive dans les années à venir.

Réseau institutionnel

Nous avons élargi et stabilisé le réseau de l'UNES. Grâce à celui-ci, nous avons pu mener des campagnes extrêmement pointues sur divers sujets.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l'UNES :

Le travail au sein de l'UNES en 2025 était définitivement une expérience qui a changé ma vie. Je suis infiniment reconnaissante envers toutes les personnes qui étaient présentes durant cette année. Je pense à Julia bien sûr, sans qui je n'aurais pas survécu à cette année. Sérieusement, je pourrais écrire 1000 lettres en son honneur.

Mais aussi à Emile, Benjamin, Vincent, Samira, Federico, Ivan, Emma, à Carlotta, Tristan et Luzian, à Nadège de l'admin et Thomas des finances, à Klara (ma future work-wife), à Orlane et Eva, aux employées des projets, aux délégué-e-s du Conseil des Sections, au délégué-e-s de l'Assemblée des délégué-e-s et à toutes et tous les étudiantes et étudiants de Suisse.

Merci à toutes et tous pour votre engagement monstrueux et je vous souhaite le meilleur pour l'avenir !

Emile Blant (membre du comité exécutif ressort international)

Mandat : Janvier 2025 à décembre 2025 ; *Jusqu'en 2025 : MA linguistique, Université de Neuchâtel*

Tâches

- Responsabilité des affaires internationales de l'UNES
- Personne de contact pour la SOLIC
- Coordination et exécution de la campagne sur les bilatérales III (Erasmus+)
- Organisateur des délégations de l'UNES aux événements internationaux
- Présidence de la « commission financière » d'ESU
- Membre d'une commission d'enquête d'ESU
- Personne de contact pour :
 - FAE-UNIL
 - AGEPoly
 - ESU
 - CSAJ
 - ESN
 - Alliance E+
 - CEPF (sectoriellement pour les bilatérales III)

Objectifs annuels 2025

A) Objectifs annuels atteints

- Objectif 1 : Communication pour promouvoir l'acceptation du message sur le financement de Erasmus+.

Le comité s'est engagé pleinement dans la campagne organisée par l'Alliance E+, ceci dans tous ses aspects. Premièrement, il est à relever que le comité a travaillé dans le sens d'une sensibilisation générale de tous les acteurs pertinents aux avantages qu'apporte le programme Erasmus+. En effet, de nombreux documents de travail ont pu être réalisés afin de partager, notamment au sein de Stark und Vernetzt et du réseau *future*, les arguments de l'UNES orientés prestations du programme et impact économique. Deuxièmement, le comité de l'UNES, avec le soutien indispensable des sections, a permis d'impacter directement le message publié par le Conseil fédéral sur Erasmus+. En effet, les initiatives cantonales déposées dans les cantons ont été acceptées par les deux commissions, ce qui constitue réellement un atout de poids dans le cadre du débat général sur les bilatérales III et le rapport de force qui s'exercera au sujet du programme de mobilité. Le comité rend compte de l'accomplissement de cet objectif avec une fierté particulière, car il ouvre la porte à des actions de lobbying particulièrement puissantes auprès des deux CSEC et des chambres. La réalisation de cet objectif a notamment permis de confirmer la place de l'UNES comme un acteur majeur dans le panorama FRI en Suisse, qui peut tant orienter concrètement la politique institutionnelle qu'exercer une pression significative par la mobilisation du corps étudiant. Cet équilibre, si les comités futurs parviennent à le consolider, ouvre la voie à des relations stables avec les différentes autorités et

institutions de Suisse, permettant de sensiblement augmenter le spectre des opportunités d'actions pour l'UNES. En définitive, on qualifie cet objectif d'atteint.

- **Objectif 2** : Renforcement de la position de l'UNES dans l'espace international de l'enseignement supérieur

Le positionnement de l'UNES au sein de la galaxie des partenaires internationaux a poursuivi sa consolidation. En effet, une délégation était présente à la plupart des événements organisés dans le cadre d'ESU et une présence a pu être garantie à l'ensemble des événements statutaires de la faïtière européenne. A ce titre, les délégations de l'UNES ont démontré leur capacité d'action importante par un travail de fonds sur les politiques d'ESU et dans la recherche de compromis entre les différentes unions présentes. De plus, le travail s'est horizontalisé avec l'élection de l'UNES dans une commission d'enquête, qui portera jusqu'en novembre 2026, et qui rejoint le travail de fonds déjà effectué par l'UNES dans le groupe de travail sur les finances, qui s'apparente à une commission financière. A des fins d'illustration, les documents de travail des délégations lors des Board meetings sont en lien ci-dessous. Ils permettent à l'AD de se rendre compte de la masse de travail effectuée et de la complexité des dossiers. Attention toutefois car ces documents n'ont pas été mis au propre avant leur publication ici, les informations à caractère confidentiel ont été supprimées des documents sans indication complémentaire. Les liens sont ici : [BM89](#) et [BM90](#). En définitive, on qualifie cet objectif comme atteint.

- **Objectif 3** : Renforcement du réseau de l'UNES au espace européen de l'enseignement supérieur

Le comité n'a pas mis la priorité sur la réalisation de cet objectif dans la mesure où l'essentiel des tractations concernant Erasmus+ sont de nature purement nationale et non plus internationale, tel qu'elles l'étaient lors des négociations. Ainsi, le comité a poursuivi ses activités ordinaires avec l'ensemble des partenaires, particulièrement Swissscore, avec lesquelles un lien solide et stable est à l'œuvre. Une délégation du comité était présente lors du Swissscore Higher Seminar, ceci notamment en vue des objectifs de l'année 2026 de travailler d'ores et déjà sur le MFF et la participation de la Suisse aux programmes européens de la génération 2028-2034. Dès lors, on peut qualifier cet objectif d'atteint.

B) État actuel des objectifs annuels non atteints

- **Objectif 1** : Communiquer en faveur de l'acceptation du message de financement d'Erasmus+, ceci dans le cadre général des bilatérales III.

Cet objectif se situe dans la directe continuité de ce qui a été effectué en 2025 et qui est reporté ci-dessus. Pour l'année 2026, on peut notamment noter la prédominance de la campagne contre l'initiative UDC « pas de Suisse à 10 millions », qui contreviendrait directement à la réassociation de la Suisse aux programmes de l'UE (Horizon Europe et Erasmus+) par la dénonciation de l'ALCP prévue par le texte d'initiative. Celle-ci sera soumise au peuple le 14 juin 2026 et la campagne de l'UNES se concentrera sur le mois précédant celle-ci. A l'heure actuelle, il est prévu d'une part que le comité se coordonne avec les membres de son réseau afin de coordonner des communications cohérentes et complémentaires, et d'autre part que du matériel puisse être distribué aux sections afin de les soutenir dans l'objectif de faire passer le message aux étudiant-e-s de se rendre aux urnes pour protéger les efforts faits pour réintégrer le programme Erasmus+. Du reste, on peut prévoir que la réalisation

de cet objectif sera articulée en deux temps. Premièrement, à l'horizon mars-avril 2026, du lobbying ciblé est effectué auprès des membres des CSEC, notamment par l'appui des parlementaires cantonaux que les sections ont pu contacter, ceci afin de promouvoir l'acceptation du message de financement dans un cadre temporel avantageux pour le programme (voir objectif 2 ci-dessous). Deuxièmement, et selon les projections optimistes, les chambres pourront se prononcer sur le message lors de la session d'automne (et selon la projection pessimiste : lors de la session d'hiver), ce qui amènera le comité à produire une campagne d'influence pour obtenir la majorité des votes sur ce message de financement. Les sections, particulièrement du domaine HES, seront mises à contribution pour partager avec les parlementaires de leurs propres cantons les avantages directs pour le corps étudiant et l'institution de formation, en lien avec les bénéfices attendus pour la société et l'économie. Finalement, l'année 2026 verra déjà les premières discussions concernant la votation populaire portant sur les bilatérales III, étape cruciale pour une association durable de la Suisse à Erasmus+.

- Objectif 2 : Garantir la réadhésion de la Suisse au programme Erasmus+ en 2027, selon la planification prévue du Conseil fédéral.

Pour rappel, l'enjeu derrière cet objectif réside dans le risque identifié d'une accumulation des retards dans les délais relatifs aux procédures d'association de la Suisse à Erasmus+, ce qui aurait comme conséquence des probables mesures de sanction diplomatiques, ou des complications internes d'ordre politique, considérant que le programme « ne marche pas » ou qu'il est « trop compliqué à mettre en œuvre ». Dans cet esprit, le comité de l'UNES, en coordination avec ses partenaires, s'emploie à sensibiliser les parlementaires pour que le message de financement d'Erasmus+ puisse bénéficier d'une dérogation organisationnelle afin qu'il puisse être mis au vote de manière anticipée. L'objectif est partiellement réalisé à l'heure où ce rapport est rédigé car la sensibilisation a été effectuée et des démarches par la CSEC-E ont été entreprises pour obtenir cette dérogation ; les effets restent à cette heure inconnus. En cas de dérogation, ce qui ouvre la porte à un vote des chambres à la session d'automne, le comité s'affaira à réaliser l'objectif 5 (voir ci-dessous). Dans le cas contraire, il se coordonnera avec les partenaires de l'UNES et proposera des mesures complémentaires pour réduire les risques qui seront identifiés. Les prochains rapports rendront compte de ces éléments.

- Objectif 3 : Renforcement du réseau de l'UNES au sein de la bulle européenne

Dans la continuité de l'objectif 2 de 2025 (voir la section précédente), le comité reste pleinement engagé pour que le réseau de l'UNES au niveau international reste fort et continue de produire des résultats positifs, ce qui sera notamment déterminant pour la réalisation de l'objectif 4 (voir ci-dessous). La participation aux événements d'ESU ainsi que de Swisscore est prévue, et même garantie jusqu'à mai 2026. Le risque principal identifié concernant la pérennité du réseau est le changement de responsable des affaires internationales qui interviendra avec la fin du mandat d'Emile Blant, resté en poste durant trois mandats. La transmission des connaissances encyclopédiques, politiques et diplomatiques au sein de ESU est une priorité absolue et fera l'objet d'une attention toute particulière durant les mois qui précèdent le changement de responsable. C'est dans cet esprit que la délégation au BM91 (mai 2026) a été organisée de telle sorte que la présence du secrétariat général puisse être garantie, ceci dans l'objectif de diversifier les personnes possédant des connaissances sur ESU et de faciliter la transmission des contacts. Au surplus, il est à noter que certains projets arriveront à terme durant l'année 2026. Le groupe de travail d'ESU portant sur les finances, présidé par l'UNES durant plusieurs années, sera dissout au BM91 considérant que les nombreux éléments de son mandat ont

été réalisés. De plus, la « Study Visit Team SVT » portant sur la procédure anticipée d'examen de la qualité de membre de SKONUS (union nationale serbe) effectuera ses travaux durant l'été 2026 et rendra ses conclusions au BM92 en novembre 2026. A ce titre, il est prévu, moyennant l'accord du conseil des sections, qu'Emile Blant assume une mission de représentation bénévole de l'UNES jusqu'à cet évènement, ce qui aura comme double avant de pouvoir mener à bien les travaux de la SVT, qui sont d'une complexité particulière et nécessitent de solides connaissances sur ESU, et également de soutenir la prochaine personne responsable du ressort lors de son premier BM.

- Objectif 4 : Anticiper l'adhésion de la Suisse au programme Erasmus+ 2028-2034.

Cet objectif étant conditionné à la réalisation des deux premiers (voir ci-dessus), aucune action opérationnelle particulière n'est mise en œuvre à ce stade. De nombreuses raisons laissent penser qu'une attitude optimiste est à adopter considérant l'association de la Suisse à la génération de programmes 28-34. En effet, dans le message du conseil fédéral au Parlement portant sur les bilatérales III, publié en mars 2026, le gouvernement affiche sans ambiguïté son intention de transmettre aux chambres un message de financement au début de l'année 2027 pour demander la poursuite de l'association de la Suisse à Erasmus+. Les quatre risques principaux identifiés sont (1) un refus du message de financement pour Erasmus+ 2027, (2) un refus du message de financement pour Erasmus+ 28-34, (3) un refus par la population du paquet bilatérales III, (4) un refus de l'UE de poursuivre sa collaboration avec la Suisse dans le domaine EUPA et (5) le renoncement du Conseil fédéral à présenter un message de financement en cas de problème conséquent avec Erasmus+ 2027, par exemple un échec de la procédure de compliance de Movetia ou une sous-utilisation du programme (voir objectif 5, ci-dessous). Dans l'analyse de tous ces risques et dans l'identification de mesures d'action, le comité de l'UNES est en contact avec l'ensemble de ses partenaires et élaborera des plans concrets en fonction de la réalisation ou non des différents risques.

- Objectif 5 : Participer à éviter une sous-utilisation du programme Erasmus+.

Cet objectif est fondé sur un risque simple. Si les bénéficiaires du programme ne font pas appel aux prestations d'Erasmus+, alors la sous-utilisation de celui-ci conduira au constat particulièrement dommageable que le ratio coût/bénéfice de l'adhésion de la Suisse est négatif, coupant court, ou du moins compliquant fortement, l'accessibilité de la Suisse au programme Erasmus+ 28-34. Le comité de l'UNES a pour l'instant priorisé ses efforts dans la compréhension de la situation et développera une stratégie en temps voulu, en collaboration avec les différents partenaires de l'UNES, avec lesquels la discussion a déjà été entamée sur ce sujet.

C) Bref résumé des autres thèmes abordés en 2025

Pour des raisons de concision, les éléments ci-dessous sont simplement mentionnés. Des explications détaillées seront très volontiers produites lors de l'AD ou d'un conseil des sections.

- Le comité participera au printemps 2026 au projet d'ESU « Bologna with student eyes ».
- Le postulat VSPHS sur la reconnaissance des qualifications a pu être mené à terme et un rapport d'information est soumis à l'AD 187.
- Le comité poursuit ses efforts (infructueux jusqu'ici) pour être intégré aux délégations du SEFRI au sein des organes du BFUG.

- La migration des connaissances vers confluence ainsi que l'archivage des nombreux documents en lien avec ESU prennent un temps considérable et se prolongeront certainement au-delà du 1er août, à titre bénévole évidemment.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l'UNES :

Je souhaite en tout premier lieu remercier très chaleureusement l'ensemble des membres avec qui j'ai eu la chance de collaborer au sein du comité : Elischa, Nadège, Maxime B, Maxime C, Seraina, Léa, Gazmendi, Shasime, Benjamin, Laura, Demian, Damien, Mélanie, Julia, Samira, Vincent, Sophie, Federico, Klara, Orlane, Ivan et Emma.

Les membres du secrétariat général, sans qui rien n'est possible : Luzian, Muriel, Noémie, Carlotta et Tristan. Les stagiaires universitaires, dont le travail de soutien a été indispensable dans les moments de tension : Carla, Elias, Orlane, Elena, Eva et Salomé, Sans oublier les membres du secrétariat de l'administration, qui font tourner cette belle union : Anita, Dominik, Nadège, Laura et Thomas. Finalement, mes remerciements vont à tous les membres des nombreux conseils des sections, des commissions et des ADs que j'aurai eu le plaisir de côtoyer, et qui m'ont toujours témoigné une confiance indispensable pour garder la motivation.

Ensuite, je souhaiterais laisser quelques commentaires à l'attention du législatif.

Parfois, le conseil des sections et l'AD n'ont pas complètement conscience de la masse de travail invisible qui est effectuée par les membres du comité qui se mettent volontairement à la disposition de l'Union. La surcharge occasionnée par certains objets du législatif pèse sur l'ensemble du fonctionnement, créant des situations qui s'apparentent au Burn out chez les membres du comité. J'invite le conseil des sections de l'AD à prendre conscience de cette réalité et à peser consciencieusement les avantages et les inconvénients de chaque motion déposée. L'intérêt de l'union doit prévaloir, et certains objets, certainement de bonne intention, sont contreproductifs. Le rôle d'employeur exercé par le législatif doit être exercé avec responsabilité pour que la santé mentale de l'ensemble du personnel de l'UNES soit garantie.

Les commissions de l'UNES sont profondément dysfonctionnelles et reposent trop sur le leadership (ou à son absence) de leur présidence. Je recommande à l'AD et au conseil des sections de prendre ce problème au sérieux et de trouver des solutions, par exemple en transformant les commissions en « offices » qui soutiennent les membres du comité dans leur travail quotidien.

La question des langues doit être prise également plus au sérieux. Trop de personnes, dans tous les organes, parlent avec un langage familier, multiplient les expressions idiomatiques et sont trop faiblement conscient-e-s des enjeux de compréhension. Cette réalité est particulièrement importante au sein du conseil des sections et du comité.

L'UNES restera pour moi un passage de vie inoubliable et définitivement formateur, je m'en souviendrai également comme d'une des expériences les plus difficiles en termes de conditions de travail.

Malgré ces commentaires, c'est avec une profonde émotion, une grande fierté et le sentiment du devoir accompli que je rends mon tablier et souhaite le meilleur aux futures générations d'étudiant-e-s qui s'engagent.

Federico Di Napoli (membre du comité exécutif ressort égalité et social)

Mandat : 29.01.2025 – 31.12.2025 ; Double diplôme de droits français-suisse, Université de Fribourg

Responsabilités et représentations

- Personne de contact pour la CUAE et la SUPSI

Buts annuels 2025

A) Buts annuels atteints

- But n° 1 : lutter contre les mesures d'austérité du gouvernement fédéral, qui touchent particulièrement durement les étudiant-e-s

J'ai rédigé une résolution concernant les stages et leur rémunération dans le cadre des stages (post-)académiques. Cette résolution a été envoyée à divers parlementaires dans l'optique de voir le sujet être traité à la session de printemps 2026. Toutefois, malgré des relances, les Conseiller-e-s nationaux-ales n'ont pas été prolixes face à mes demandes. Nous avons tenté de contacter leurs homologues suisses-allemands, sans grand résultat. Depuis novembre dernier, un papier de position concernant les logements est en cours de rédaction à l'heure où ces lignes sont écrites et devrait être discuté lors de l'AD de mai. Par ailleurs, j'ai été très présent au niveau local, surtout à Genève, en rédigeant, avec l'aide de ROT et SWA des courriers de soutien à la CUAE. Enfin, j'ai fait de la représentation dans les médias (le Courrier) ainsi qu'à l'international, notamment en allant visiter le pavillon suisse de la CIUP, sur lequel l'UNES a une influence concernant le choix des étudiant-e-s qui peuvent y séjourner.

B) État actuel des buts en cours

- But 1: Nouvelle évaluation de la communication interne de l'association (jusqu'à l'AD d'automne 2026) : (1) Résolution sur les rémunérations des stages (post-) académiques : pas de résultat. (2) Rédaction de l'Awareness Concept : pas de résultat (et tant mieux) (3) Aide aux sections (CUAE) : en attente de résultats.

C) Courte update sur d'autres thèmes centraux de 2025 :

- Awareness Concept

En tant qu'ancien membre du comité du ressort égalité (poste depuis repris par Orlane Brechbühl), j'ai eu l'occasion de rédiger, avec l'aide de la cellule interne contre le harcèlement, un "awareness concept" pour la manifestation du 1er octobre 2025.

- Traduction

Il m'a été demandé maintes fois de traduire des documents en italien pour garantir le caractère tri-lingue de l'UNES.

- Contact avec les commissions

La CodEg et moi avons été régulièrement en contact dans le but de faire valoir l'inutilité de la mention de genre sur les cartes étudiantes; mon changement de ressort ne m'a pas permis de voir le projet se concrétiser. La SoKo et moi nous sommes contactés plusieurs fois afin de discuter de projets à venir, le délai court nous en a empêché.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l'UNES :

Mon passage à l'UNES a été marqué par différents événements, de la rédaction de l'Awareness concernant les comportements répréhensibles à connotations sexuelles ou discriminatoires, à la manifestation contre la hausse des taxes, jusqu'au lancement du referendum contre EP 27. Je suis fier d'avoir pu participer à l'avancée de l'UNES et à la concrétisation de certains projets de lutte contre la précarité étudiante. Je suis reconnaissant envers tout le personnel de l'UNES et de tout ce qui a pu m'être apporté, que ce soit en connaissance politique, comme humaine et la possibilité de passer par des voies plus diplomatiques que celles connues dans les milieux radicaux. À mon sens, l'association doit travailler sur le fait d'avoir un avis plus tranché concernant certains sujets de politique (nationale comme internationale).

Ivan Ballerini (membre du comité exécutif ressort social et politiques des hautes écoles)

Mandat : Mai 2025 – décembre 2025, chargé des affaires sociales (jusqu'au 31 décembre 2025) et de la politique universitaire (à partir du 1er janvier 2026) ; Bachelor en droit des affaires, FHNW

Responsabilités et représentations

- Représentation des intérêts des étudiant-e-s sur les questions de politique sociale et universitaire au niveau national.
- Travail stratégique et politique sur des thèmes tels que le financement des études, la mobilité étudiante, l'inclusion linguistique et les conditions d'études.
- Coordination et direction des commissions thématiques :
 - Commission de la politique universitaire (HoPoKo)
 - Commission sociale (SoKo)
- Organisation et direction des réunions au sein des commissions ainsi que dans divers groupes de travail.
- Responsable de section pour :
 - students.fhnw
 - VSPHS
 - One HSLU
- Collaboration avec les non-sections :
 - SHSG
 - FH-OST
 - FASS
- Responsable de l'organisation et de l'animation des réunions des hautes écoles spécialisées.
- Représentation de l'UNES lors d'événements, de réunions sur la politique universitaire et dans le cadre d'échanges avec des acteur-ric-e-s politiques, notamment au Palais fédéral.

Tâches dans les dossiers

Affaires Sociales (mai 2025 – décembre 2025)

Au cours de mon mandat au sein du département des affaires sociales, l'accent a été mis sur l'amélioration des conditions sociales des étudiant-e-s. Le financement des études a constitué un axe prioritaire. En collaboration avec divers-es acteur-ric-e-s, nous avons élaboré une prise de position sur la réforme du système des bourses. L'objectif de ce travail était de jeter les bases de revendications politiques à long terme visant à harmoniser et à améliorer le système des bourses.

L'AG étudiant-e constituait un autre thème important. L'UNES s'engage en faveur d'une offre nationale de transports publics pour les étudiants, permettant une mobilité abordable et durable. Dans ce contexte, des contacts ont été établis avec des acteurs politiques, un travail de lobbying a été mené et des initiatives telles que « Agissons ! » ont été soutenues.

Par ailleurs, le département s'est penché sur la situation des étudiants de langue étrangère. L'accent a notamment été mis sur les obstacles structurels et les barrières informationnelles auxquels peuvent être confrontés les étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'allemand au sein du système universitaire.

La collaboration au sein de la commission sociale a également été renforcée afin d'ancrer davantage les thèmes de politique sociale au sein de l'association et de rassembler les contributions des différentes sections.

Dossier Politique des hautes écoles (dès janvier 2026)

À partir de janvier 2026, j'ai changé de ressort au sein du comité directeur, passant du ressort des affaires sociales à celui de la politique universitaire. Ce changement s'est traduit par une concentration accrue sur les questions structurelles et politiques du système universitaire, ainsi que sur le lobbying et le réseautage politique.

Le travail porte principalement sur des thèmes tels que la participation étudiante, la gouvernance universitaire, la qualité des études ainsi que le cadre politique du système universitaire en Suisse. À cet égard, les échanges avec les acteurs politiques, les organisations universitaires et les associations partenaires jouent un rôle particulièrement important.

L'une des priorités actuelles est le travail sur la pénurie d'enseignant-e-s. Nous travaillons actuellement à l'élaboration d'une prise de position qui analyse les répercussions sur la qualité des études et la situation en matière d'encadrement du point de vue des étudiants et qui met en évidence les possibilités d'action politique.

Buts annuels 2025

A) Buts atteints

- Objectif 1 : Tout au long de l'année, nous avons travaillé intensément sur divers thèmes de politique sociale. L'élaboration d'une prise de position sur le financement des études et les bourses a constitué une étape importante. L'objectif était de créer une base claire pour les futures revendications politiques de l'UNES et de mieux ancrer la problématique de l'inégalité dans le financement des études au sein du débat politique. Parallèlement, le travail sur le thème de l'abonnement étudiant (AG-étudiant-e) s'est poursuivi. L'accent a été mis ici sur les échanges politiques, le lobbying et le soutien aux initiatives qui s'engagent en faveur d'une meilleure mobilité étudiante.
- Objectif 2 : Un autre objectif important était d'ancrer davantage la question du financement des études, et en particulier du système des bourses, au niveau national. Ce travail visait à attirer l'attention des responsables politiques sur les inégalités existantes dans le système des bourses et à obtenir des améliorations à long terme pour les étudiants. Dans le cadre de cet objectif, une prise de position sur le système des bourses a été élaborée, qui sert de base aux revendications politiques de l'UNES. Parallèlement, des échanges avec les décideurs politiques ont été recherchés, notamment par le biais de discussions avec des responsables politiques ainsi que par le réseautage et la présence lors d'événements politiques, par exemple au Palais fédéral. Ce travail a permis d'intégrer davantage le thème du financement des études dans les discussions politiques et d'établir de premiers contacts en vue d'une future participation politique.

B) État d'avancement des objectifs annuels en cours

- Objectif 1 : Depuis le début de l'année 2026, les travaux au sein du département de Politique universitaire se sont intensifiés. L'accent est actuellement mis sur l'élaboration d'une prise de position concernant la pénurie d'enseignant-e-s et ses répercussions sur les études et l'enseignement. Jusqu'à présent, des premières analyses ont été réalisées et des contributions provenant de différentes sections ont été recueillies. Au cours des prochains mois, ces travaux doivent se poursuivre et aboutir à un document de prise de position concret.
- Objectif 2 : Un autre objectif consiste à renforcer la mise en réseau des sections des hautes écoles spécialisées au sein de l'UNES. À cette fin, des réunions de mise en réseau ont été organisées et animées afin de favoriser les échanges entre les différentes hautes écoles. Les prochaines étapes consistent à pérenniser ces réunions et à renforcer la collaboration entre les sections sur le long terme.
- Objectif 3 : Le dernier objectif est de renforcer la coordination politique du travail sur le financement des études au niveau national. Dans ce contexte, il est prévu de créer un groupe de travail sur le thème des bourses au sein de l'UNES. Celui-ci aura pour mission de regrouper les différentes activités de l'association, de développer des stratégies politiques et de renforcer la collaboration avec les sections ainsi qu'avec les acteurs externes. La date concrète de lancement d'un tel groupe de travail doit toutefois être choisie de manière stratégique. Actuellement, le débat sur la politique universitaire est fortement marqué par le paquet d'allègements 27. C'est pourquoi il est prévu d'examiner la création de ce groupe de travail notamment à la lumière des développements futurs concernant le paquet d'allègements 27, afin de faire avancer le thème du financement des études au moment opportun et avec une attention politique suffisante.

C) Bref point sur d'autres thèmes abordés en 2026 :

- EP27

Une part importante du travail réalisé en 2025 et au début de l'année 2026 était liée au paquet d'économies 27 de la Confédération. Les mesures d'économie prévues concernent notamment le secteur de l'éducation et peuvent avoir, à long terme, des répercussions sur le financement des hautes écoles, les conditions d'études ainsi que les structures d'aide sociale destinées aux étudiant-e-s. Dans le cadre de cette discussion, l'UNES a participé activement au débat politique. Cela comprenait notamment un travail de mise en réseau avec d'autres acteurs de la politique éducative, des échanges avec les décideurs politiques ainsi que le soutien à des activités de mobilisation contre les mesures d'économie prévues. Au sein même de l'association, le sujet a également fait l'objet de discussions approfondies. Diverses sections ont été informées des répercussions possibles et ont reçu un soutien pour définir leur position politique.

- Généralités :

Outre les travaux déjà en cours, plusieurs thèmes continueront d'être d'une grande importance pour le futur travail de l'UNES en matière de politique universitaire et sociale.

Le financement des études et l'harmonisation du système des bourses restent un thème central. Malgré quelques progrès ponctuels, il subsiste de grandes disparités entre les cantons en matière

d'accès à l'aide financière. Une coordination nationale renforcée ainsi que des réformes à long terme restent donc un objectif important de la défense des intérêts des étudiants.

La situation sociale de nombreux-ses étudiant-e-s continuera également de représenter un défi majeur. Des thèmes tels que la hausse du coût de la vie, la pénurie de logements étudiants et la conciliation entre études et travail rémunéré prennent de plus en plus d'importance et requièrent une attention politique accrue.

Un autre domaine pertinent est la participation étudiante au sein des instances universitaires. Bien que les étudiant-e-s soient formellement représenté-e-s dans de nombreuses structures décisionnelles, des disparités persistent quant à leur influence effective et à l'ancrage institutionnel de cette participation. Il reste important ici de recueillir les bonnes pratiques et de promouvoir des normes minimales en matière de participation étudiante.

La qualité des études et de l'enseignement continuera également à jouer un rôle central. Des thèmes tels que la charge de travail, les formats d'examen, la situation en matière d'encadrement ainsi que les conséquences de la pénurie d'enseignant-e-s doivent continuer à faire l'objet d'un suivi critique du point de vue des étudiant-e-s.

De plus, la mise en réseau entre les différents types d'établissements d'enseignement supérieur, en particulier entre les universités, les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques, prend de plus en plus d'importance. Un échange accru entre les sections peut contribuer à mieux relever les défis communs et à renforcer la voix des étudiant-e-s au niveau national.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l'UNES :

Mon travail au sein de l'UNES a été pour moi une expérience très enrichissante. Les échanges avec des étudiants engagés issus de différentes hautes écoles et régions de Suisse ont été particulièrement précieux. Cette collaboration a mis en évidence la diversité des défis dans le domaine de l'enseignement supérieur, mais aussi tout ce qu'il est possible d'accomplir lorsque les étudiants agissent de concert.

Je suis particulièrement fier du travail réalisé autour de la prise de position sur le financement des études ainsi que du renforcement des liens entre les sections des hautes écoles spécialisées. Ces thèmes sont importants à long terme pour le développement futur de l'association.

Dans le même temps, ce travail a également montré que de nombreux défis structurels persistent au sein du système universitaire. Pour les années à venir, je considère donc qu'il est essentiel que l'UNES renforce encore sa visibilité politique, développe la collaboration avec les sections et implique davantage les étudiant-e-s dans les processus politiques.

Emma Hilgenstock (membre du comité exécutif ressort durabilité)

Mandat : Octobre 2025 à décembre 2025 ; *Bachelor en sciences de l'environnement, ETH Zürich*

Responsabilités et représentations

- Personnes de contact pour les sections suivantes : SUB, VSUZH, VERSO (provisoirement SOL)
- Membre associé: FDD

Buts annuels 2025

A) État actuel des buts en cours

- But 1 : Veiller à ce que les étudiant-e-s aient une voix forte dans le domaine du développement durable

Le projet FoSu, mené en collaboration avec la FDD durant plusieurs années, ayant pris fin début 2025, Benjamin s'est chargé de sa clôture. Le ressort durabilité est ensuite resté vacant pendant environ six mois. Afin de continuer à être une voix forte pour les étudiant-e-s, j'ai d'abord consacré beaucoup de temps à la prise en main du poste et à la création et l'entretien d'un réseau. J'ai renoué le contact avec le WWF et le réseau Développement durable de swissuniversities et discuté avec eux de la meilleure façon de collaborer et de la manière dont l'UNES peut faire valoir la position des étudiant-e-s dans les discussions sur le développement durable des hautes écoles. Il en a notamment résulté l'objectif de rédiger un nouveau papier de position actualisé, sur lequel j'ai travaillé à partir de janvier 2026. Parallèlement, j'ai représenté l'UNES lors du Sustainable University Day et j'ai fait valoir les intérêts des étudiant-e-s dans différents domaines, en particulier lors des discussions sur l'enseignement. Lors de l'AAQ Day (Agence suisse d'accréditation et d'assurance qualité), je me suis ensuite particulièrement engagé, avec Ivan, à sensibiliser les décideur-se-s à l'importance des critères de durabilité sociale et écologique dans l'accréditation, à travers notre atelier.

Afin de bien nous ancrer au niveau national, j'ai évalué la collaboration avec la FDD et élaboré avec elleux différentes options pour l'avenir. À l'heure actuelle, la FDD pourrait se dissoudre, ce qui aura une incidence sur l'orientation et les activités de l'UNES.

Par ailleurs, j'ai redéfini la mission à long terme du ressort dans le cadre d'une définition stratégique (vision, mission, ligne directrice, axes stratégiques) et l'ai finalement fait adopter par le Conseil de section début 2026.

Une fois le document de position finalisé et la décision définitive de la FDD concernant sa dissolution prise, les prochaines étapes consisteront à élaborer un projet visant à soutenir autant que possible les étudiant-e-s de Suisse dans leurs activités en faveur du développement durable. Par ailleurs, l'UNES pourra présenter son nouveau papier de position au sein du réseau « Développement durable » de swissuniversities et discuter des possibilités de mise en œuvre avec les hautes écoles. Au sein de l'UNES, diverses mesures devraient être élaborées afin de rendre l'organisation plus durable, par

exemple des réglementations en matière de mobilité, d'alimentation, de sponsoring et de financement.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l'UNES :

Je suis très enthousiaste et reconnaissante de pouvoir m'engager pour vous au niveau national. La grande manifestation du 1er octobre, que j'avais organisée à l'époque en tant que membre du comité d'une section à Zurich, a marqué mon premier jour de travail au sein de l'UNES. On ne pouvait guère rêver d'un meilleur départ.

Dans mon ressort, j'ai trouvé une page presque blanche, prête à être réécrite. Redéfinir le ressort a donc été pour moi à la fois le défi du dernier semestre et une grande source de motivation pour redéfinir la direction à prendre. Le fait de pouvoir collaborer avec tant de personnes enthousiastes m'a beaucoup motivé. J'ai trouvé particulièrement inspirant, pour l'orientation stratégique de l'UNES, de redynamiser le réseau. Je me réjouis tout particulièrement d'avoir disposé, à la fin de l'année, d'une base solide sur laquelle l'UNES a pu définir son orientation stratégique pour la nouvelle année et s'engager ainsi ensemble sur la voie d'un paysage des hautes écoles durable.

Par ailleurs, j'ai eu l'occasion de prendre la parole lors de différentes assemblées générales de nos organisations partenaires, comme l'USO, pour présenter l'UNES. Rencontrer des personnes aussi actives dans divers domaines et favoriser des échanges positifs a été l'un des moments forts de ces trois mois.

Orlane Brechbühl (Membre du comité ressort Egalité)

Mandat : Novembre 2025 à décembre 2025 ; *Master en sciences sociales, UNIL*

Responsabilités et représentations

- Personne de contact pour les sections : FAE HES-SO
- Membres associés : YSMN
- Commissions : CodEg

Buts annuels 2025

Étant entrée en fonction en novembre 2025, cette période a surtout été consacrée à la reprise du ressort et à la prise de connaissance des dossiers existants.

Lors de cette reprise, j'ai constaté qu'il n'y avait pas de projets clairement en cours dans le ressort égalité. Une partie du travail a donc consisté à identifier des pistes de travail possibles pour la suite du mandat.

A) Courte update sur d'autres thèmes centraux de 2025 :

- Durant cette période, j'ai participé aux réunions du comité et pris contact avec différents partenaires et sections. J'ai notamment eu un premier échange avec la CodEg afin de discuter des possibilités de collaboration et des priorités pour la suite du travail dans le domaine de l'égalité.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l'UNES :

L'absence de projets concrets dans le dossier égalité au moment de la reprise du ressort a représenté un certain défi, mais offre également une certaine liberté et une opportunité de définir de nouvelles priorités. Pour la suite du mandat, il me paraît important de renforcer la dynamique au sein de la CodEg et de lancer des projets concrets sur lesquels les membres de la commission pourraient s'impliquer. Je souhaiterai également approfondir la thématique de la situation des étudiant-e-s en situation de handicap dans les hautes écoles, notamment en lien avec l'initiative pour l'inclusion que l'UNES soutient, et explorer les synergies possibles autour de ces questions.

Benjamin Pierroz (membre du comité exécutif ressort durabilité)

Mandat : Janvier 2025 à mars 2025

Buts annuels 2025

Ma fin de mandat a tout particulièrement été utile à la dissolution du projet conjoint avec la VSN-FDD “FocusSustainability”. Le financement était devenu impossible à obtenir. J’ai tout de même tenté de conserver des relations adéquates avec la VSN-FDD.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l’UNES :

J’ai eu beaucoup de plaisir à défendre les intérêts des étudiant.es dans le domaine de la Durabilité.

Samira Guyot (membre du comité exécutif ressort politique de l'enseignement supérieur)

Mandat : Janvier 2025 à avril 2025

Le rapport 2025 n'a pas été rendu

Vincent Menne (membre du comité exécutif ressort Affaires sociales)

Mandat : Janvier 2025 à mars 2025

Le rapport 2025 n'a pas été rendu.

2. Activités

2.1. Politique des hautes écoles

HopoKo – Commission de la politique des hautes écoles

Rapport présenté par Remo Hugentobler (Président de la HoPoKo) ; mandat renouvelé aux AD 186 et 187

Responsabilités et missions de la Commission

Voir les règlements RSVSS 22.03.

Buts annuels 2025

A) Buts annuels atteints

- But : 10 membres actif-ve.s dans la Hopoko ; Moyens : Faire de la publicité via les structures de l'UNES ; Indicateurs : nombre de personnes dans le groupe WhatsApp
- But : 1 thème est travaillé et formulé ; Moyens : La formulation est acceptée par le conseil des sections ou l'AD. ; Indicateurs : Le Conseil des sections ou l'AD l'accepte

B) État actuel des buts en cours

- But 1 : de nouvelles personnes ont été trouvées, mais d'autres nous ont quitté-e-s. Actuellement, nous sommes 10 personnes.
- But 2 : un thème a été approfondi lors du weekend de rédaction les 7 et 8 février 2026 et un projet a été rédigé.

Thèmes en lien avec les demandes de l'Assemblée des délégué-e-s, du Conseil de section et/ou du Comité exécutif

Si cela se concrétise, l'ébauche pourrait être soumise à un conseil des sections.

Ce que je voulais encore dire à propos de mon mandat au sein de l'UNES :

Je suis très insatisfait du GT Structure. La collaboration entre le comité de l'UNES et la commission HoPoKo pourrait être meilleure. Point négatif : la personne qui a succédé à Samira ne s'est même pas manifestée. La communication entre le comité de l'UNES et la commission est inexistante. Point positif, et j'en suis fier : nous sommes 10 et nous sommes même passés à la SRF ! De plus, la communication avec le service médias de l'UNES fonctionne très bien.

Représentation CSAJ

Rapport présenté par Florian Hebeisen

Le rapport 2025 n'a pas été rendu.

Comité consultatif et lobbying au sein d'associations

Rapport présenté par Ivan Ballerini

Contexte

Le conseil consultatif de l'UNES compte des parlementaires de tous les partis ([Conseil consultatif | VSS UNES USU](#)). L'UNES entretient des contacts réguliers avec les membres du conseil consultatif et les rencontre lors de visites au Palais fédéral. Le conseil consultatif s'avère particulièrement précieux pour les avis personnels qu'il permet de recueillir sur des thèmes spécifiques, et l'objectif à long terme est d'élargir ce comité. Dans le cadre de la stratégie de lobbying visant à lutter contre le paquet d'allègement budgétaire 2027, d'autres personnes sont sollicitées. Pour diverses raisons, le projet de la Confédération n'est pas bien accueilli par les partis ; c'est là une occasion idéale d'intensifier les liens entre l'UNES et le Parlement.

Bilan

En 2025 et au début de l'année 2026, l'UNES a pu continuer à développer et à approfondir son travail de lobbying dans le domaine de la politique des hautes écoles. Outre la poursuite des alliances existantes, les contacts avec les décideur-se-s politiques ainsi qu'avec les organisations pertinentes du secteur de l'éducation ont été entretenus de manière particulièrement intensive.

L'accent a été mis sur le lobbying parlementaire direct. L'UNES a entretenu des échanges avec des membres du Conseil national, notamment dans le cadre des débats sur le financement des études, le paquet d'allègement budgétaire 2027 et les questions structurelles de la politique des hautes écoles. À cette occasion, les positions de l'UNES ont été présentées de manière ciblée, notamment sur l'amortissement social des coûts des études, l'importance des bourses et la garantie de l'égalité des chances dans l'accès à l'enseignement supérieur. Dans le domaine des bourses, le travail politique a été encore renforcé. L'UNES s'est clairement positionnée en faveur d'une harmonisation et d'une extension des aides à la formation et a utilisé les instances parlementaires ainsi que les discussions avec les acteur-ice-s politiques pour faire valoir ces revendications. L'objectif était de placer davantage la dimension sociale de la politique de formation au centre du débat politique.

Parallèlement, la collaboration avec différentes organisations s'est poursuivie et renforcée. Il convient de souligner tout particulièrement les échanges avec FH Suisse, au cours desquels des thèmes tels que la garantie de main-d'œuvre qualifiée, la perméabilité du système éducatif ainsi que le rôle des hautes écoles spécialisées ont été abordés. De même, la collaboration avec des initiatives telles que FirstGen+ a été intensifiée afin d'intégrer davantage les perspectives des étudiant-e-s sans parcours universitaire dans le travail politique et d'aborder les questions d'ouverture sociale des hautes écoles.

Les échanges avec Swiss UN Youth Representative ont également été lancés ou renforcés, notamment sur les développements actuels de la politique étudiante internationale. L'accent a été mis sur des thèmes tels que la mobilité internationale, l'équité en matière d'éducation ainsi que le rôle des étudiant-e-s dans les processus politiques mondiaux. Ces échanges ont contribué à intégrer davantage la perspective internationale dans le travail de l'UNES.

Dans le domaine de la mobilité internationale, l'UNES s'est également engagée aux côtés d'Agissons ! dans le cadre d'initiatives visant à promouvoir la mobilité étudiante. L'accent a notamment été mis sur la perspective à long terme d'un ancrage plus fort de la Suisse dans les programmes d'échange européens. L'objectif de cette collaboration était de soutenir des solutions politiques garantissant et développant l'accès des étudiant-e-s aux programmes de mobilité.

Par ailleurs, l'UNES s'est engagée dans un échange dans le cadre du groupe dénommé « SLG » sur le thème de la pénurie de personnel enseignant. Dans ce cadre, les perspectives des étudiant-e-s des hautes écoles pédagogiques ont notamment été mises en avant et les défis liés à la formation des enseignant-e-s et à l'entrée dans la vie professionnelle ont été discutés. L'objectif était de renforcer la position de l'UNES également dans ce dossier central de la politique éducative et de l'intégrer dans les processus en cours.

Par ailleurs, l'UNES a continué à jouer un rôle actif au sein de divers comités consultatifs et instances d'échange. Ces plateformes ont permis d'influencer les processus politiques à un stade précoce, de faire valoir des positions et de nouer des liens avec d'autres acteur-ice-s du secteur de l'éducation. Le travail au sein des comités consultatifs a ainsi servi non seulement à défendre des intérêts, mais aussi à assurer un suivi stratégique des évolutions pertinentes au niveau national. La mise en place et l'entretien d'alliances larges ont constitué un autre volet important du travail de lobbying. L'UNES a activement cherché à s'associer à des organisations poursuivant des objectifs similaires en matière de politique éducative afin de renforcer les positions communes et d'accroître l'impact politique. Cette collaboration s'est avérée particulièrement cruciale dans le contexte du paquet d'allègements 27.

Dans l'ensemble, il apparaît que l'UNES a pu consolider davantage son rôle de défenseuse des intérêts des étudiant-e-s en matière de politique des hautes écoles. Grâce à des activités de lobbying ciblées, à des partenariats stratégiques et à une participation active au sein de comités consultatifs, l'association a pu accroître sa visibilité et intégrer efficacement des thèmes pertinents en matière de politique éducative dans le débat politique.

Collaboration avec le Secrétariat d'État pour la Formation, la Recherche et l'Innovation (SEFRI)

Rapport présenté par Sophie Wang

Contexte

L'UNES participe régulièrement à des échanges avec le SFRI (Marco Scruzzi, Silvia Studinger et Gaetan Lager) pour discuter de thématiques actuelles, échanger des informations et développer une collaboration. Ces échanges sont cruciaux pour en savoir plus sur les contenus et les processus institutionnel qui suivent les décisions politiques lorsqu'elles sont prises.

Séances / Contenu des séances

14.05.2025 (Bureau du SEFRI)

Lors de cette séance, nous avons discuté de l'état d'Erasmus+, notamment d'une certaine retenue exprimée par le Conseiller fédéral Guy Parmelin par rapport aux autres éléments des bilatérales III liées au SEFRI. Cela dit, nous avons reçu confirmation de l'égalité de traitement de l'accord Horizon et Erasmus+. Nous avons également appris que les préparations légales à la réadhésion avaient commencé début mai. La consultation devait alors commencer environ un mois plus tard, en juin pour passer au Parlement pendant la session de printemps 2026. La décision finale sur la réadhésion devra tomber au plus tard en automne 2025 pour l'entrée en 2027.

Nous avons également discuté des relations internationales avec les Etats-Unis à la suite des frais de douane. Les Etats-Unis ont une relation privilégiée avec le domaine international notamment au niveau de la formation professionnelle. Il n'y a pas d'intention de faire venir les chercheuses et chercheurs péjoré-e-s par le gouvernement Trump.

Au sujet de PAB27, ce programme a reçu plus de 1000 prises positions lors de la consultation publique, à savoir environ 10x le nombre habituel. Les PgB seront reconduits au moins jusqu'à fin 2026. Du côté du Conseil fédéral, le programme présenté aux chambres ne sera pas sujet à beaucoup de modifications. L'Union des cantons fait pression pour alléger le conseil.

Au niveau du désenchevêtrement des bilatérales et du PAB27, les taxes devront être égalisées entre les ressortissant-e-s européen-ne-s et les étudiant-e-s suisses. L'UE a également inclut un quota de places dans les hautes écoles pour les ressortissant-e-s européen-ne-s et demande à égaliser l'accès aux bourses.

Les questions qui préoccupaient alors le parlement sont : les études médicales et de médecine, l'assurance qualité, les études en emploi, la perméabilité des études, notamment entre les apprentissages et les hautes-écoles spécialisées.

Représentation à la CSHE

Rapport présenté par Sophie Wang

Contexte

La Conférence suisse des hautes écoles (CSHE) est l'organe politique suprême des hautes écoles. La CSHE se réunit sous la forme d'une conférence plénière ou d'un conseil des hautes écoles. Tous les cantons ayant signé le concordat sur les hautes écoles participent à la conférence plénière. Quatorze cantons font partie du conseil des hautes écoles. Diverses organisations, dont l'UNES, participent aux séances des deux organes avec voix consultative. Le contenu des séances du Conseil des hautes écoles est préparé par la conférence spécialisée.

L'UNES peut participer aux séances préparatoires de la commission « Monde du travail », qui fait valoir le point de vue des associations de salarié-e-s et des associations d'employeur-euse-s lors des séances de la CSHE. Comme cet organe est coordonné par le SEFRI, il existe des informations préalables précieuses dont l'UNES peut également bénéficier. Les séances des organes de la CSHE sont précédées de réunions auxquelles l'UNES a toujours participé.

Avant chaque séance, un échange a lieu avec actionuni, et après chaque séance, le SEFRI est consulté si des questions restent en suspens. Une semaine avant la séance, un échange institutionnalisé a lieu avec le Comité du monde du travail organisé par le SEFRI, au sein duquel sont représentés l'USAM, economiesuisse, l'USS et travail-suisse. L'UNES dispose également d'un siège au sein de ce comité.

Séances / Contenu des séances

28 février 2025 (Conseil des Hautes écoles):

Nous avons discuté de la motion Roduit visant à supprimer le numerus clausus pour l'admission en médecine au profit d'une sélection plus juste et basée sur les compétences. Nous avons exactement abordé les recommandations d'admission et le rapport sur le test d'aptitudes 2024.

En parallèle, nous avons discuté des modifications d'ordonnance concernant les conditions d'admission dans le domaine de la santé des HES incluant des modèles pour l'expérience du monde du travail.

Des demandes de contributions ont été examinées pour deux nouvelles constructions respectivement à l'Université de Neuchâtel et de Lausanne.

26 mai 2025 (Conseil des Hautes écoles):

Des informations sur la préparation de l'association de la Suisse au programme Erasmus+, y compris les procédures d'accréditation.

Nous avons aussi examiné des recommandations relatives aux taxes d'études dans les HES et HEP, notamment en précisant la notion d'étudiant-e-s étranger-ère-s (Bildungsausländer:innen).

Nous avons à nouveau discuté des motions Roduit et Hurni concernant l'admission en médecine.

Plusieurs projets de construction pour la HSLU, la HES-SO, l'Université de Zurich et l'UNIL ont été discutés lors de cette séance.

31 mai 2025 (Assemblée plénière):

Un relevé de donnée en 2022 concernant les coûts de la formation et de la recherche sur différents sites médicaux a été examiné.

27 novembre 2025 (Conférence des Hautes écoles et assemblée plénière) :

Nous avons examiné les capacités d'accueil pour les formations de médecine humaine, dentaire, vétérinaire et de chiropractie pour l'année académique 26-27.

La mise en œuvre de l'initiative sur les soins infirmiers a été discutée, notamment le programme spécial visant à augmenter le nombre de diplômes de Bachelor.

Nous avons discuté du manque de personnel enseignant. De plus, une discussion sur la formation d'interprètes et en langue des signes a eu lieu.

Les résultats d'une audition sur les conditions d'admission dans le domaine de la santé ont été présentés.

Le cadre suisse des qualifications pour les hautes écoles (nfq.ch-HS) a été actualisé. De plus, une évaluation a été menée sur l'encouragement à la mobilité des doctorant-e-s.

Un rapport du Conseil fédéral a été coumis concernant les étudiant-e-s en architecture, en construction et en géomatique des Écoles polytechniques fédérales.

Représentation swissuniversities

Rapport présenté par Sophie Wang

Délégation Enseignement

Contexte

L'UNES occupe un siège au sein de la délégation Enseignement de swissuniversities. La délégation discute de divers thèmes liés à l'enseignement supérieur et organise des journées de réseautage à ces propos.

Séances / Contenu des séances

5 février 2025

Un groupe d'expert-e-s travaille sur des exemples de bonnes pratiques pour les étudiant-e-s en situation de handicap avec pour objectif de soumettre un projet à l'été 2025.

Une discussion sur le développement de nouvelles compétences liées à l'émergence de l'IA, non seulement chez les enseignant-e-s mais aussi chez les étudiant-e-s.

Les microcredentials (microcertifications) sont identifiées comme des outils pour flexibiliser les parcours d'étude des étudiant-e-s et seront traitées fréquemment par la délégation lors des autres séances de cette année.

La liste de concordance, qui régit le passage en master pour les étudiant-e-s titulaires d'un bachelor d'un autre type de haute école. La spécialisation et l'interdisciplinarité croissantes des titres rend l'élaboration de cette liste complexe et son utilisation inconfortable pour les institutions et les étudiant-e-s. De nouvelles propositions doivent être soumises à la délégation.

22 mai 2025

Environ 700 à 800 étudiant-e-s sont concerné-e-s par l'utilisation de la liste de concordance. La délégation discute de l'utilisation de la liste et appuie que celle-ci doit être un outil de contact, de transparence et de sécurité pour les étudiant-e-s dans leurs choix de formation.

Le réseau Études et handicap de swissuniversities signale son souhait d'être impliqué dans les travaux concernant la compensation des désavantages.

26 novembre 2025

Une proposition est discutée pour permettre aux hautes écoles de refuser l'admission dans des cas justifiés pour garantir la sécurité des connaissances dans un contexte géopolitique complexe.

La pratique de l'admission sur dossier est jugée importante pour les étudiant-e-s, notamment en reconversion professionnelle. Les domaines des arts et de l'enseignement primaire sont mis en avant lors de cette discussion.

Nous discutons également des processus de compensation des avantages. Les étudiant-e-s qui peuvent et doivent en bénéficier doivent être repéré-e-s et intégré-e-s le plus rapidement possible dans des processus clairs. Le nombre est en augmentation dans toutes les hautes écoles.

L'ETH Zurich signale un problème pour les étudiant-e-s de pays tiers : la durée maximale du permis B peut empêcher certain-e-s étudiant-e-s de poursuivre un doctorat si elles et ils ont déjà effectué leur bachelor et leur master en Suisse. Cela concerne quelques 350 étudiant-e-s en Suisse.

20 novembre 2025

La délégation note que les effectifs estudiantins augmentent continuellement alors que les moyens financiers stagnent, ce qui oblige les hautes écoles à s'adapter constamment.

Certain-e-s des membres occupant la délégation considèrent que l'abandon des études est un faux problème déjà documenté et ne devrait pas être une priorité stratégique nationale.

La plateforme studyprogrammes.ch qui recense les programmes d'étude suisses enregistre environ 60'000 visites annuelles dont seulement 22% de Suisse. Son utilité est donc remise en question face à d'autres outils.

L'ETH propose Ethel, un projet qui propose des outils basés sur l'IA pour les étudiant-e-s avec un coût de 5CHF par étudiant-e proposé par semestre pour les institutions intéressées.

Délégation Relations Internationales

Contexte

La délégation « Relations internationales » de swissuniversities observe et anticipe les évolutions dans le domaine des relations internationales. Elle assure l'échange d'informations et apporte son expertise, et élabore des bases décisionnelles ainsi que des prises de position sur des questions internationales. L'UNES y est représentée avec voix consultative.

Séances / Contenu des séances

17 mars 2025

La délégation a discuté de faciliter l'admission des diplômé-e-s de pays tiers issu-e-s des hautes écoles suisses (de tout type). Le projet prévoit que ces diplômé-e-s soient exempté-e-s de la priorité de la main-d'oeuvre indigène si leur activité présente un intérêt scientifique ou économique prépondérant. Une autre possibilité est de faire bénéficier aux diplômé-e-s d'une admission provisoire de six mois après l'obtention de leur diplôme pour chercher un emploi en Suisse.

Une lettre d'appel provenant d'universités de Gaza suggérait de favoriser les contacts entre les corps estudiantins et d'organiser des campagnes de dons ou des modalités d'échange à long terme mais la délégation n'est pas entrée en matière.

Des mesures visant à faciliter l'intégration sur le marché du travail des personnes bénéficiant du statut S, notamment par une obligation de participer à des mesures de réinsertion professionnelle.

25 juin 2025

La délégation a discuté mobilité et Erasmus+ et a souhaité appuyer qu'Erasmus+ ne doit pas être réduit à un simple programme d'échange ou de mobilité. Cela doit être un projet de collaboration avec l'espace européen de l'enseignement supérieur en incluant les coopérations européennes notamment sur des diplômes conjoints (joint degrees) Il est également rappelé que ces programmes de mobilité contribuent à la compréhension entre les peuples et aux relations de bon voisinage de la Suisse en Europe.

17 mars 2025

L'Université de Genève remarque une multiplication de nouveaux formats de micro-crédits (microcredentials), ce qui nécessite un réseau renforcé et une coordination entre les hautes écoles sur la manière de gérer les parcours estudiantins.

La délégation note que la communication d'Erasmus+ doit être re-framée.

Échange avec swissuniversities/Swissfaculty//actionuni/UNES

L'usuel échange swissuniversities/Swissfaculty/actionuni/UNES n'a pas eu lieu durant l'année 2025 mais des échanges bilatéraux entre les organisations en question ont été récurrents en raison de l'agenda politique. Nous avons comme à notre habitude, organisé deux rencontres informelles entre le comité et les employé-e-s de l'UNES et de swissuniversities.

Campagne Erasmus+

Rapport présenté par Sophie Wang et Emile Blant

Contexte

L'UNES est active au sein d'un groupe campagne avec le CSAJ, ESN et Intermundo. Ce groupe organise de manière horizontale les actions qui sont menées dans différents domaines pour effectuer un lobbying pour la réintégration de la Suisse dans le programme de mobilité internationale Erasmus+.

Séances / contenu des séances

Le dossier concernant Erasmus+ a été fortement intriqué avec celui des relations diplomatiques entre la Suisse et l'Union Européenne. En l'espèce, cette mandature n'a pas été spécialement marquée – jusqu'à date de rédaction du présent rapport – en raison de du contexte de négociation et d'élaboration des documents. Ainsi, le travail du comité s'est concentré d'une part sur le travail préparatoire au sein de l'alliance E+, où l'UNES, le CSAJ, ESN, Intermundo et, depuis 2025, la YES, suivent attentivement l'évolution de la situation verfolgen et préparent en commun des éléments de campagne. Il s'agit en effet d'attendre la publication du message de financement du Conseil fédéral à l'attention du Parlement pour que la fenêtre de lobbying s'ouvre. Ainsi, le groupe campagne pourra rapidement mettre en place les éléments préparés en amont afin de transmettre aux parlementaires clés les arguments en faveur de l'acceptation de ce groupe campagne

De plus, le comité avait, en partenariat avec les quelques sections qui ont répondu, déposé dans la plupart des parlements cantonaux des initiatives cantonales qui demandent au Parlement fédéral d'accepter le message de financement. Le gros du travail s'est concentré dans le soutien aux parlementaires par la transmission d'arguments ciblés sur le retour sur investissement ainsi que sur la formation professionnelle. A cette heure, la grande majorité des objets déposés qui ont déjà été traités ont été acceptés par leur organe législatif. Ces initiatives parlementaires permettront d'exercer une pression cantonale sur le parlement et le comité est particulièrement satisfait d'avoir pu mettre en place ce levier avec succès.

Finalement, il reste à mentionner tout le travail de veille effectué par le comité afin de maintenir et renforcer son réseau. C'est à ce titre que le comité a été représenté à l'occasion du « Swissscore Education Seminar » à Bruxelles et à la journée européenne du Mouvement Européen Suisse, occasion durant laquelle un discours remarqué a été prononcé. Ce réseau permettra de rapidement mettre en place une campagne coordonnée dans le cas où un référendum contre un paquet contenant le programme Erasmus+ devait aboutir.

Il est à noter que la situation peut rapidement évoluer sur ce dossier quand le Conseil fédéral publiera le message de financement. Dès lors, pour les dernières informations, il est conseillé de consulter les communications adressées au Conseil des Sections.

Alliance E+

28.11

L'alliance E+ a continué d'implémenter son troisième concept de campagne avec succès. Pour rappel, le premier concept se concentrait sur la reprise des négociations entre la Suisse et l'UE, le second avait comme objet les négociations elles-mêmes et le troisième vise à l'acceptation du Parlement des éléments relatifs à Erasmus+, en premier lieu l'arrêté de financement. Des séances régulières ont été tenues ainsi que des séances extraordinaires afin de réagir rapidement à l'actualité, par exemple par la voie de communiqués de presse communs.

L'intérêt pour l'UNES de cette alliance reste la diversité des approches des partenaires au sein du groupe. L'UNES et ESN ayant comme objet de compétence la formation supérieure, le CSAJ les activités de Jeunesse et Intermundo les échanges pour la jeunesse. Celle-ci nous permet de diversifier les arguments portés par chaque membre de l'alliance et de mieux comprendre les enjeux dans les autres domaines que la formation supérieure. En outre, elle permet également de mettre en commun les différents réseaux et de multiplier les capacités de lobbying.

Du point de vue des résultats, le bilan de l'alliance est difficile à matérialiser pour l'année 2025 car il s'agit avant tout de coordination, d'élaboration de positions communes et de renforcement mutuel des capacités de compréhension. Au vu de la nature des objectifs du troisième concept, seuls les membres des CSEC ont fait l'objet de l'attention de l'alliance et tout s'est organisé pour que les différents arguments leur remontent spécifiquement. On retiendra à cet égard l'importance majeure pour l'Alliance de l'audition des parlementaires cantonaux pour défendre les quatre initiatives cantonales qui ont été ensuite acceptées par les CSEC. Ces auditions ont permis à l'Alliance tant de créer un espace de discussion consacré à Erasmus+ que de cadrer la perspective sur celui-ci et d'apporter directement en commission les arguments décisifs.

L'année 2026 verra l'élaboration d'un nouveau concept de campagne, lequel sera orienté vers l'acceptation des bilatérales III par la population lors de la votation populaire. Dès lors l'alliance travaillera à davantage d'éléments perceptibles tant pour les sections que pour le public, sur le modèle du second concept de campagne.

Coalition Education ONG

Rapport présenté par Seraina Campell

Contexte

La Coalition Education ONG est un regroupement d'ONG issues de divers secteurs qui s'engagent en faveur de l'« Éducation au développement durable » (EDD). Deux réunions (assemblées plénières) ont lieu chaque année, auxquelles participe à chaque fois une représentation de l'UNES. Depuis l'été 2023, l'UNES joue un rôle actif au sein de la Coalition Education ONG en tant que secrétariat. La Coalition Education ONG offre à l'UNES la possibilité de faire valoir ses revendications au sein d'un réseau plus large et de collaborer avec des ONG disposant de contacts politiques supplémentaires. La Coalition Education ONG entretient des contacts avec le SEFRI/la CDIP et d'autres institutions et milite pour que l'EDD bénéficie d'une plus grande importance.

Séances / contenu des séances

Priorités stratégiques pour 2025 :

- Renforcement des partenariats et du travail en réseau : la coalition favorise le renforcement mutuel de ses membres ainsi que la mise en place de partenariats stratégiques et la mise en œuvre conjointe de politiques éducatives au sein du réseau d'ONG dont la coalition dispose.
- Une voix en matière de politique éducative : un instrument politique fort qui s'engage pour l'ancrage à long terme de l'EDD aux niveaux national et local, représente au niveau national les préoccupations de ses membres locaux en matière de politique éducative et milite pour la garantie des PgBs (contributions liées à des projets).

23 janvier 2025

Réunion du comité : les points suivants ont été abordés lors de la réunion du comité : état d'avancement du message sur la formation et la recherche, focus sur le rapport Gaillard, orientation stratégique pour 2025 et au-delà, organisation de l'Education Dinner.

18 février 2025

Assemblée plénière : les thèmes suivants ont été abordés lors de l'assemblée plénière : aperçu des travaux du comité (stratégie 2025, planification annuelle 2025), suivi des dossiers relatifs à la politique éducative (consultation sur le paquet d'allègement budgétaire 2027), Education Dinner prévu en septembre 2025.

17 septembre 2025

Education Dinner : organisation réussie d'un Education Dinner le 17 septembre à Berne, réunissant 20 acteurs et actrices clés. L'événement a rassemblé des acteurs et actrices issus des milieux de l'éducation, de la politique, de

l'administration et de la société civile afin de discuter de l'avenir de l'EDD dans le contexte des mesures d'austérité actuelles. Après une présentation de la Coalition Education ONG et des défis actuels, une table ronde a été organisée avec des interventions sous quatre angles différents : l'administration, les établissements d'enseignement, les organisations de la société civile et le Parlement. Les contributions ont montré à quel point les mesures d'austérité affectent déjà la mise en œuvre de l'EDD – et les solutions qui se dessinent dans les différents domaines. Lors de discussions de groupe animées, les participant-e-s ont approfondi des questions centrales :

- Quels risques découlent du paquet d'allègements budgétaires 2027 ?
- Où se situent les synergies entre la politique, l'administration et la société civile ?
- Et quelles mesures réalistes sont nécessaires pour protéger et renforcer l'EDD dans les mois à venir ?

La soirée s'est terminée par une synthèse commune et de premières réflexions sur les prochaines étapes possibles et les coopérations futures, ainsi que sur un renforcement des liens entre la société civile, la politique, l'administration et les organismes éducatifs dans le domaine de l'éducation au développement durable.

15 octobre 2025

Assemblée plénière : les thèmes suivants ont été abordés lors de l'assemblée plénière : informations du comité et du secrétariat (programme d'allègement budgétaire 2027, participation à la révision de l'ordonnance sur la formation professionnelle), point sur l'Education Dinner, suivi des dossiers de politique éducative.

24 novembre 2025

Réunion du comité : les points suivants ont été abordés lors de la réunion : mise à jour du site web, orientation stratégique pour 2026, attentes et répartition des rôles au sein du comité, mise à jour de la prise de position.

2.2. International

SOLIC – Commission internationale et de solidarité

Rapport présenté par Cheyenne Friedrich et Emile Blant

Contexte

La commission était présidée par Cheyenne Friedrich. Au cours de cette période, l'activité de la SOLIC a toujours répondu aux attentes envers une commission. La SOLIC s'est réunie à cinq reprises, mais plusieurs réunions ont eu lieu en petits groupes (par exemple pour préparer une résolution). De plus, la SOLIC a entretenu des échanges intenses par message via un groupe de discussion.

Séances / contenu des séances

La SOLIC s'est consacrée à ses deux thèmes principaux comme suit :

- La SOLIC a rédigé une résolution sur la pénurie de personnel enseignant, qui a été acceptée à l'unanimité par ESU. La SOLIC s'est activement employée à organiser un événement de solidarité. En décembre, le moment était venu : l'événement de solidarité devait prendre la forme d'une collecte (semblable à un troc de vêtements). Malheureusement, il a dû être annulé faute de dons.
- La SOLIC a poursuivi son travail au sein d'ESU avec intensité. La commission a envoyé une délégation aux Board Meetings 89 et 90 ainsi qu'aux réunions TOPICS et ESC correspondantes, ou a participé à ces réunions (ESC, TOPICS) en ligne. Les délégations ont tenu plusieurs réunions préparatoires à cet effet.
- La journée de la SOLIC n'a pas été nécessaire cette année. À la place, une séance d'information a été organisée avec diverses organisations proposant aux étudiant-e-s des possibilités de mise en réseau international. Une journée de la SOLIC est toutefois prévue pour l'année prochaine.

Représentation de l'UNES au sein de l'ESU

Rapport présenté par Emile Blant

Contexte

En tant que membre d'ESU, l'UNES participe aux travaux de l'organisation par le biais de son organe législatif. Ainsi, deux Board Meetings (assemblée générale) et deux ESC (conférences) sont organisées au cours de l'année. Lors de chaque événement statutaire, l'UNES était représentée par une délégation élue par le conseil des sections. L'UNES a également présidé un groupe de travail interne à ESU afin d'entamer les travaux de réforme du règlement financier.

Séances / contenu des séances

Les réunions statutaires liées à ESU ont été les suivantes :

- 1. ESC 49, Galway, Irlande – 24-28 février 2025
- 2. Réunion TOPICS, Vienne, Autriche – 2-6 avril 2025
- 3. BM89, Banja Luka – 12-18 mai 2025
- 4. ESC 50, Barcelos, Portugal – septembre 2025 – aucune délégation de l'UNES
- 5. BM90, Vienne, Autriche – décembre 2025

Toutes les délégations ont été élues par le Conseil des sections et se composaient du membre du comité exécutif chargé du département international, du ou de la chef-fe de délégation et de membres de la SOLIC. Tous les événements ont fait l'objet de réunions préparatoires internes afin de s'assurer que les membres de la délégation disposent de connaissances suffisantes sur le fonctionnement d'ESU et les défis à relever, mais aussi de réunions externes avec le réseau TOPICS.

Remarques finales

- Le comité exécutif remercie toutes les personnes, en particulier celles de SOLIC, qui ont permis l'excellent travail de l'UNES au niveau international au cours de ce mandat.
- Vous trouverez de plus amples informations sur le contenu des réunions dans le rapport d'Emile Blant.

Représentation au sein de la commission de sélection de la Maison suisse à Paris (CIUP) (CIUP)

Rapport présenté par Sophie Wang

Contexte

La Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP), qui abrite également la maison de Le Corbusier, est à la fois un complexe résidentiel destiné aux étudiant-e-s et aux chercheur-euse-s, et un lieu d'échanges interculturels. Une soixantaine d'étudiant-e-s et de chercheur-euse-s, qui sont en fin de cursus ou de travaux de recherche en Île-de-France, y résident. La moitié d'entre elles et eux vit dans la maison conçue par Le Corbusier, l'autre moitié dans l'une des 17 autres maisons représentant d'autres nations. Cela permet de favoriser activement les échanges interculturels.

Liens : <http://www.ciup.fr/fondation-suisse/> et <http://www.fondationsuisse.fr/>.

Séance / contenu de la séance

La séance de la commission de sélection des candidatures pour un logement au sein du contingent suisse de la CIUP s'est tenue à Berne le 30 juin 2025 sous la direction du nouveau président Thomas Hunkeler.

La CIUP fête son centenaire en 2025. Divers événements sont organisés durant toute l'année.

Pour des raisons financières, les loyers sont augmentés dès l'année 2025-2026 de 500€ à 525€ pour les étudiant-e-s.

La délégation suisse est dotée de 46 chambres au total dont 3 réservées respectivement par l'Université de Zurich, par le canton du Valais et pour un-e étudiant-e réfugié-e d'Ukraine. Ceci signifie que 43 chambres étaient effectivement disponibles. 75 candidatures ont été reçues et 8 ont été écartés. Nous avons donc examiné 67 profils.

Le profil global des candidat-e-s est le suivant : une majorité en master, quelques doctorant-e-s, stagiaires et un-e PostDoc. Les disciplines prépondérantes étaient les sciences humaines et sociales, le droit et les sciences politiques. Les candidat-e-s étaient composé-e-s de 45% de femmes et 55% d'hommes d'un âge moyen de 24 ans et elles et ils étaient majoritairement de nationalité suisse. 10 demandes de réadmission ont été acceptées.

La sélection a été réalisée en deux tours. 36 candidat-e-s ont été admis-e-s de suite et 15 en liste d'attente classée par ordre de priorité.

2.3. Égalité

CodEg – Commission d’Egalité

Rapport présenté par Michael et Sita

Tâches

La CodEg est la commission pour l'égalité de l'UNES. Elle s'engage à promouvoir et à garantir l'égalité entre les sexes et la communauté LGBTQIA+, ainsi qu'à éliminer les obstacles et discriminations en général dans les hautes écoles suisses.

La CodEg sert de point de contact et de plateforme d'échange entre les organisations et les commissions qui traitent des sujets similaires dans le domaine des hautes écoles. Au sein de l'UNES, elle s'engage activement en faveur de l'égalité et poursuit l'objectif de renforcer et de promouvoir la sensibilisation à ce sujet dans les différentes sections. Les activités de la CodEg ont également pour but d'aider les sections à promouvoir l'égalité et l'accessibilité dans les hautes écoles.

Le rapport 2025 n'a pas été rendu

Point de contact interne contre le harcèlement sexuel

Rapport présenté par Nina, François et Nuria

Le rapport 2025 n'a pas été rendu

2.4. Questions sociales

CoSo – Commission Sociale

Rapport présenté par Macarena Picazo Mora, Franck William

La SoKo est la commission sociale de l'UNES et s'occupe des questions sociales liées aux études. Le but de la SoKo est de permettre à tou-te-s les étudiant-e-s de poursuivre leurs études, sans être limité-e-s par leur situation de vie ou des désavantages sociaux.

Le rapport 2025 n'a pas été rendu

Représentation CIBE

Rapport présenté par Emile Blant

Contexte

La CIBE, commission intercantonale sur les bourses d'études, est le partenaire de contact de l'UNES pour les questions relatives aux bourses d'études. Elle se réunit une fois par an. Elle émet des recommandations en la matière aux cantons et traite notamment du postulat intercantonal sur les bourses d'études.

Tâches et activités :

En mai 2025, la rencontre annuelle de la commission s'est déroulée à Lausanne et l'UNES y a participé avec une délégation de trois personnes. Cette séance a notamment vu la CIBE décider d'envoyer une recommandation aux Cantons d'augmenter les montants des bourses d'études pour compenser l'augmentation des coûts de la vie. Elle a également traité de la question de l'admissibilité aux bourses d'étudiant-e-s au bénéfice du permis S. L'UNES a pu délivrer une présentation aux membres de la CIBE dans l'objectif de les sensibiliser aux conséquences des coupes budgétaires fédérales sur le recours aux prestations sociales, dont les bourses d'études.

Bilan 2025

La relation entre l'UNES et la CIBE a continué de s'améliorer, notamment avec son président. Les deux parties ont insisté sur la nécessité de collaborer plus étroitement pour garantir que le mécanisme des bourses d'études reste adapté aux réalités des recourant-e-s.

Perspectives 2026

L'UNES a rencontré le comité de la CIBE pour une séance de travail à Berne, confirmant les bonnes relations et la collaboration fructueuse. L'UNES participera à la rencontre annuelle de la CIBE en mai 2026 à Neuchâtel. Le contenu des discussions sera présenté au rapport 2026, considérant que la situation politique est, en raison des coupes budgétaires, très incertaines et que la réaction des cantons n'est pas encore complètement lisible.

Présidence du Conseil des sections

Rapport présenté par Shathu et Kasimir, Mandat d'avril 2025 à décembre 2025, Shathu : MSC Applied Economics – Université de Neuchâtel

Contexte

Depuis avril, le Conseil des sections est présidé par la coprésidence du Conseil des sections. La coprésidence veille à ce que tous les membres des sections puissent échanger leurs points de vue et à ce que la discussion soit menée dans un esprit de consensus. Kasimir a quitté l'UNES en juin en raison de ses obligations universitaires. À partir de juillet, le Conseil des sections a été dirigé par une seule personne.

Tâches et activités

- Planification, accompagnement et co-organisation des réunions du Conseil des sections
- Coordination, vérification et mise à jour de l'ordre du jour en collaboration avec le comité exécutif, le secrétariat et les sections
- Animation et conduite des réunions du Conseil des sections (cela n'inclut pas de fonction de représentation)
- Mise en place d'une nouvelle plateforme (Confluence) pour les réunions, le wiki et les informations importantes, en collaboration avec le comité exécutif et le secrétariat

2.5. Durabilité

Focus Sustainability

Rapport présenté par Sophie Wang

Le projet Focus Sustainability – FoSu – a pris fin en mars 2025. L'association a été dissoute et ses coprésident-e-s, Benjamin et Marina ont été remercié-e-s pour leur travail par une indemnité de CHF200.

La raison de la dissolution était un grave manquement au suivi financier de l'association et du projet. Les dettes et obligations envers les employées ainsi que l'argent restant – CHF148971.50 – a été divisé paritairement entre les deux associations UNES et FDD. Du côté de l'UNES, cet argent sera ajouté dans un fond durabilité dont l'utilisation doit être décidée par la ou le membre suivant-e du comité responsable de la durabilité. Les présidences des deux associations doivent s'assurer de la bonne utilisation de ces fonds.

Lors de la séance de dissolution, la représentante de la FDD a également décidé que la moitié des fonds revenant à la FDD serait gérée par l'UNES et demeurera sous la responsabilité de l'UNES pour gestion et administration jusqu'au 31 décembre 2030 en raison d'un manque de capacité de la part de la FDD. Celle-ci se réserve le droit de récupérer les fonds à tout moment auprès de l'UNES, sous condition de la soumission d'un projet concret accompagné d'une proposition détaillée axés sur la durabilité. Cette demande devra être formulée par courrier électronique officiel adressé au comité de l'UNES.

2.6. Accréditation et assurance qualité

Accréditation et assurance qualité

Rapport présenté par Elena Jäggi

Contexte

Les hautes écoles suisses sont régulièrement évaluées afin de vérifier comment elles garantissent la qualité de leurs prestations. Les accréditations confirment qu'une haute école ou qu'un cursus d'études satisfait à des standards de qualité définis. Dans le cadre de la procédure d'accréditation, un groupe d'expert-e-s est mobilisé, dont un-e étudiant-e. Les accréditations constituent la base de la reconnaissance des diplômes et des titres, et jouent ainsi un rôle essentiel pour la mobilité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur. La participation d'expert-e-s étudiant-e-s permet de garantir que les offres de formation correspondent aux besoins et aux attentes des étudiant-e-s. L'UNES gère un pool d'accréditation et met en relation des étudiant-e-s avec des procédures d'accréditation ou d'évaluation.

Depuis mars 2025, Elena Jäggi a repris le poste de responsable de l'assurance qualité et de l'accréditation à l'UNES. Nous remercions Léa Le Bars pour son travail engagé.

Tâches et activités :

La direction du projet est responsable de la coordination de la participation étudiante aux procédures d'accréditation et d'évaluation, ainsi que du développement continu des processus correspondants. À cette fin, elle gère le pool d'accréditation de l'UNES, met des étudiant-e-s en relation avec des agences en Suisse et à l'étranger, et prépare les étudiant-e-s à leur mandat d'accréditation. Parmi les deux principales institutions partenaires de l'UNES figurent l'AAQ et la HES-SO, avec lesquelles des contrats de mandat sont en place.

Bilan 2025

En mars 2025, un changement de personnel a eu lieu au sein du poste dédié à l'assurance qualité. Elena Jäggi a repris la fonction précédemment occupée par Léa Le Bars.

Au printemps, une première formation en allemand a été organisée pour intégrer de nouvelles personnes au pool d'accréditation. En automne, une deuxième formation en allemand a également eu lieu. Malheureusement, la formation en français n'a pas pu être organisée, faute d'inscriptions. Dans le cadre des négociations contractuelles avec l'AAQ, nous avons par ailleurs élaboré un document conceptuel. Sa mise en œuvre a eu lieu durant l'été, notamment à travers une vaste enquête auprès du pool afin de mettre à jour les informations de l'ensemble des participant-e-s, un nouveau site web de l'UNES (y compris dans le domaine accréditation + assurance qualité), ainsi que l'optimisation des procédures pour rendre plus efficaces les mandats d'accréditation et les recherches de candidatures. De plus, de nombreux modèles et formulations standardisées ont été créés afin de faciliter la diffusion des appels à candidatures pour les procédures et de rendre leur traitement plus efficace.

Au cours de l'année, nous avons informé sur les formations et les procédures d'accréditation ouvertes via la newsletter de l'UNES, les conseils des sections et les assemblées des délégué-e-s. Nous avons également pris ou repris contact avec différentes institutions à l'étranger afin d'actualiser les contrats de mandat. Malheureusement, toutes les institutions n'ont pas donné suite. Un échange avec l'AQ Austria est prévu en mars 2026 afin de discuter d'un nouveau contrat de mandat. L'objectif concernant les institutions à l'étranger est que toutes soient soumises aux mêmes conditions-cadres, telles qu'elles sont définies dans les contrats de mandat.

En 2025, un total de 28 étudiant-e-s a été placé dans des procédures d'accréditation et d'évaluation en Suisse et à l'étranger. La recherche s'est parfois révélée difficile, en particulier pour les procédures en italien ou dans des filières d'études très spécifiques. Dans ces cas, une recherche particulièrement intensive a été nécessaire. Le vaste réseau de l'UNES ainsi que les contacts personnels se sont révélés être des ressources précieuses dans l'ensemble des procédures. Au cours de l'année à venir, il restera essentiel de rendre le travail d'accréditation visible pour les étudiant-e-s et de mettre à disposition des informations complètes. La sensibilisation aux procédures d'accréditation ainsi que leur visibilité accrue sont des facteurs déterminants pour recruter des étudiant-e-s qualifié-e-s pour cette tâche importante.

Perspectives 2026

À partir du 1er janvier 2026, les nouveaux contrats de mandat avec l'AAQ et la HES-SO entreront en vigueur.

En mars 2026 aura lieu la dernière formation ordinaire organisée en collaboration avec l'AAQ. À l'avenir, les étudiant-e-s mandaté-e-s seront préparé-e-s à l'aide d'une vidéo de formation. Comme de nombreux-ses étudiant-e-s ont des agendas très chargés, il devient de plus en plus difficile de trouver des dates communes pour les formations. La vidéo permettra aux étudiant-e-s d'intégrer cette préparation de manière flexible dans leur quotidien. L'UNES et l'AAQ restent à disposition pour toute question ou précision concernant le contenu.

Une rencontre de réseautage est également prévue au printemps 2026. Son objectif est de renforcer les échanges personnels entre le pool d'accréditation de l'UNES et l'AAQ, ainsi que de permettre aux participant-e-s de mieux se connaître. Le pool d'accréditation est actuellement composé d'une liste de diffusion par e-mail et d'un groupe WhatsApp.

Lors de la prochaine séance avec l'AAQ, les procédures d'accréditation à venir seront discutées en détail, afin que les appels à candidatures puissent être lancés suffisamment tôt. De nombreuses procédures d'accréditation institutionnelle sont prévues entre 2026 et 2028. C'est une bonne chose, car cela permettra à de nombreux-ses étudiant-e-s de déposer leur candidature, tout en facilitant pour l'UNES la recherche de personnes étudiantes adéquates.

Représentation du Conseil suisse d'accréditation

Rapport présenté par Francesco Bee

Le rapport 2025 n'a pas été rendu.

3. Projets

3.1. Perspectives - Etudes

Rapport présenté par Nora Burla, Sabine Zurschmitten et Chiara Franchini

Contexte

Le projet « Perspectives – Études » a été lancé en 2016 par l'Union des étudiant-e-s de Suisse (UNES) afin de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur pour les personnes réfugiées en Suisse. La troisième phase du projet, qui s'étend jusqu'à fin 2026, est en cours depuis 2022. « Perspectives – Études 3.0 » se concentre sur trois axes principaux :

- Pérennisation des projets dans les hautes écoles
- Soutien pendant les études
- Information, sensibilisation et travail politique

En 2025, l'équipe du projet était composée de Sabine Zurschmitten, Nora Burla et Chiara Franchini.

Tâches et activités :

- Soutien financier à dix projets dans des hautes écoles destinés aux réfugié-e-s par le biais du fonds « Projets dans les hautes écoles ».
- Conseil et accompagnement de 27 projets dans des hautes écoles destinés aux réfugié-e-s, visant principalement à les intégrer durablement dans les structures des hautes écoles et des cantons, ainsi qu'à promouvoir leur extension et leur développement.
- Organisation de quatre ateliers régionaux et d'une table ronde avec les principaux acteur-ice-s cantonaux pour le financement des frais de formation et de subsistance des réfugié-e-s pendant leurs études ou les études préparatoires.
- Information et sensibilisation des professionnel-le-s accompagnant les réfugié-e-s, en particulier des services chargés du suivi des dossiers d'aide sociale.
- Travail politique et lobbying aux niveaux national et cantonal, ainsi que collaboration au sein du comité « Éducation pour toutes et tous – maintenant ! ».
- Analyse systématique des conclusions pertinentes et suivi continu des évolutions et des conditions-cadres de l'accès à l'enseignement supérieur pour les personnes réfugiées en Suisse.

Bilan 2025

Pérennisation des projets dans les hautes écoles

Le projet a également entretenu des échanges réguliers avec les 27 projets qui existent dans les hautes écoles. Ceux-ci sont désormais suffisamment bien établis pour que, en 2025, les échanges n'aient lieu que ponctuellement,

sur demande. L'organisation de quatre réunions de mise en réseau a permis de favoriser les synergies entre les projets dans les hautes écoles. En collaboration avec les universités de Genève et de Berne, Perspectives - Etudes a organisé un atelier d'une demi-journée sur les possibilités d'admission existantes et les alternatives pour les réfugié-e-s dans les hautes écoles.

Dans le cadre du fonds « Projets dans les hautes écoles » lancé en 2023, un état des lieux a été dressé avec les projets sélectionnés l'année précédente. Sur les 13 projets existants, 10 continuent de bénéficier d'un soutien, tandis que le financement de 3 projets est déjà arrivé à son terme.

L'[analyse](#) des données collectées depuis 2016 auprès de 1 850 personnes fournit des informations importantes sur les profils des participant-e-s ainsi que sur l'évolution des projets de soutien dans les hautes écoles. Des données de suivi sont également disponibles pour huit projets : 77 % des participant-e-s terminent l'offre avec succès ; 82 % des diplômé-e-s trouvent ensuite une solution de transition.

Soutien pendant les études

Le financement des études reste le principal obstacle pour les personnes réfugiées. C'est pourquoi Perspectives – Etudes a organisé quatre ateliers régionaux et une table ronde afin de réunir les acteur-ice-s cantonaux pour favoriser la mise en réseau, clarifier les interfaces et réfléchir aux responsabilités, notamment dans le cadre des PIC III. Dans un cadre restreint, les marges de manœuvre ont été discutées, les bonnes pratiques échangées et des pistes de solution développées ; les résultats ont été consignés dans une synthèse.

Depuis plusieurs années, Perspectives – Etudes aide les étudiant-e-s réfugié-e-s à financer leurs études, notamment en collaboration avec la Fondation Vontobel et la Fondation atDta. En 2025, 15 demandes ont pu être déposées et quatre étudiant-e-s ont bénéficié d'un accompagnement actif ; le projet pilote de la Fondation atDta a en outre mis en évidence le besoin important d'un soutien au cas par cas, raison pour laquelle la création d'un fonds commun est actuellement à l'étude.

Information, sensibilisation et travail politique

Au cours de l'année écoulée, les activités d'information et de conseil ont été encore développées. L'accent a été mis non seulement sur les personnes réfugiées, mais aussi sur les professionnel-le-s qui les accompagnent, qui jouent un rôle de relais d'information et qui disposent parfois de compétences décisionnelles en matière de financement.

Par ailleurs, des séances d'information en ligne ont été proposées en allemand, en français et en italien, réunissant au total 273 participant-e-s. La communication via les canaux numériques, en particulier [LinkedIn](#), a également été renforcée (+26 % d'abonné-e-s, soit désormais 1 170). De plus, l'équipe a mené 80 échanges bilatéraux avec des réfugié-e-s et des professionnel-le-s (par écrit et par téléphone) et a envoyé deux [lettres d'information](#) à environ 1 383 professionnel-le-s et institutions. En collaboration avec une personne réfugiée, [un article a également été publié dans REISO](#).

Sur le plan politique, le projet a accompagné les interventions parlementaires de ces dernières années et a participé à Zurich à un groupe de travail composé de député-e-s cantonaux et de militant-e-s, et a rédigé une intervention parlementaire sur la promotion des compétences linguistiques auprès des personnes réfugiées. À Berne, les échanges entre les hautes écoles bernoises ont été intensifiés, des conseils ont été prodigués pour une demande

PgB commune auprès de swissuniversities et des contributions ont été apportées à la question parlementaire « Intégrer les réfugié-e-s hautement qualifiés sur le marché du travail ». À Fribourg, une task force a été planifiée, qui sera mise en place sous forme de table ronde à partir de février 2026. En Valais, une interpellation sur les bourses pour les personnes titulaires d'un permis F a été déposée à la suite de la participation de Perspectives – Etudes à une audition devant la Commission parlementaire EFCS en 2024 (proposition rejetée). À Nidwald, un échange a eu lieu sur la révision partielle de la loi sur les bourses d'études et l'introduction du droit aux bourses pour les personnes titulaires d'un statut S ou F (proposition rejetée). Au niveau national, le projet a soutenu la campagne « Éducation pour toutes et tous – maintenant ! » et a assuré le suivi des interventions parlementaires en cours.

Travail de fond

Le travail de systématisation et d'amélioration de l'accessibilité des connaissances de base s'est poursuivi. Cela comprenait notamment :

- L'élaboration d'un document-cadre sur le financement des projets subventionnés dans les hautes écoles, qui est actuellement en cours de finalisation.
- La finalisation de la synthèse cantonale sur la mise en œuvre pratique des mesures d'intégration, axée sur la formation tertiaire. Cette synthèse s'adresse aux projets de promotion des hautes écoles, aux autorités cantonales, à la CFM, au SEM, à swissuniversities ainsi qu'à des initiatives partenaires telles que « Education pour toutes et tous – maintenant ! » et INVOST.
- La compilation de synthèses pour 10 cantons sur les principaux défis, les bonnes pratiques et les recommandations issues de tous les ateliers organisés sur le thème du financement des études.
- L'élaboration d'une synthèse des bonnes pratiques en matière de bourses, qui a été partagée avec la Conférence intercantonale des bourses d'études (CIBE) et transmise par celle-ci aux services cantonaux des bourses.
- La réalisation de 16 entretiens avec des étudiant-e-s réfugié-e-s. Sur cette base, trois portraits ont été rédigés à ce jour. Les enseignements tirés sont en outre intégrés en continu dans le travail opérationnel et conceptuel.

Perspectives 2026

En 2026, le projet Perspectives – Etudes fêtera son dixième anniversaire. Cette année marquera également la fin de la troisième phase du projet. L'accent sera principalement mis sur la sensibilisation des services sociaux et des instances chargées du suivi des dossiers des réfugié-e-s. En effet, le soutien financier des personnes réfugiées pendant leurs études reste un défi de taille. Une grande partie des étudiant-e-s réfugié-e-s en contact avec le projet dépend de l'aide sociale.

Par ailleurs, l'équipe du projet se consacrera à la clôture du projet, à la consolidation des connaissances ainsi qu'à la pérennisation de certains domaines et activités du projet. Il est notamment prévu de publier un rapport final et d'organiser un événement pour célébrer le 10e anniversaire de Perspectives – Etudes.

Compte tenu des nombreux retours positifs des partenaires concernés sur le travail de Perspectives – Etudes, la possibilité d'un projet pour lui succéder est à l'étude. Les bases de celui-ci devraient être posées au cours du second semestre si le projet voit le jour. Si le projet ne se concrétise pas, des solutions seront recherchées avec

les partenaires afin de continuer à garantir les activités centrales telles que le site web, les séances d'information et les réunions de réseau.

- Le [rapport annuel 2025](#) contient davantage de détails.
- Pour plus d'informations sur [Perspectives – Etudes 3.0](#).

3.2. INVOST

Rapport présenté par Rahel Müller Aho

Contexte

L'objectif du projet INVOST est de permettre à des réfugié-e-s hautement qualifiés d'accéder à des études dans une haute école spécialisée grâce à des programmes de transition proposant des mesures de soutien ciblées au sein de la Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse (FHNW) et de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

2025 a été une année de transition. La phase INVOST I (lancée en 2021) s'est achevée, tandis que la phase INVOST II (2025-2028) a débuté.

Dans le cadre d'INVOST II, l'Union des étudiant-e-s de Suisse renforce sa collaboration avec la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse (FHNW). Deux autres programmes passerelles seront mis en place au sein de la haute école, l'un à la Haute école d'art et de design FHNW et l'autre à la Haute école de travail social FHNW. Il s'agit en outre d'optimiser et de pérenniser l'offre de transition « Integral » déjà en place à la Haute école de technique et d'environnement FHNW / Haute école d'informatique FHNW. Par ailleurs, en collaboration avec la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse et la Haute école spécialisée de Suisse occidentale HES-SO, d'autres hautes écoles spécialisées suisses doivent être soutenues dans la mise en place et la mise en œuvre d'offres de transition ou de programmes de soutien de conception similaire. Il s'agit également d'intensifier la collaboration entre les hautes écoles spécialisées, les autres établissements d'enseignement supérieur et les autorités cantonales dans les domaines de la formation et de l'intégration, ainsi qu'avec le secteur économique. Un travail de relations publiques et de communication doit également être mené afin de renforcer la visibilité des programmes de soutien destinés aux réfugié-e-s qualifié-e-s dans les hautes écoles et aux réfugié-e-s ayant un potentiel d'études. L'objectif de toutes ces activités est de parvenir à une institutionnalisation durable des programmes de soutien aux réfugié-e-s dans les hautes écoles suisses et à un large soutien de la société.

Au cours de la phase de projet INVOST II (2025-2028), les activités suivantes sont prévues :

A la FHNW :

- Ancrage institutionnel durable de l'offre de transition « Integral », déjà mise en place à la Haute école de technique et d'environnement, et amélioration qualitative de cette offre
- Mise en place de deux nouvelles offres de transition à la FHNW (à partir du semestre d'automne 2025 : offre de transition à la Haute école d'art et de design de Bâle FHNW ; à partir du semestre d'automne 2026 : offre de transition à la Haute école de travail social FHNW)
- Promotion de l'intégration des participant-e-s aux programmes passerelles dans la vie quotidienne de la haute école et dans la vie professionnelle par le biais de :
 - Ateliers de candidature et/ou accompagnements professionnels visant à obtenir un stage pendant le programme passerelle ou un emploi (à temps partiel) pendant ou après les études régulières

- Formations de mentorat pour les étudiant-e-s qui accompagnent les participant-e-s aux programmes passerelles, notamment dans leur intégration dans la vie quotidienne de la haute école
- Cours de langue adaptés aux groupes cibles
- Offres de soutien destinées aux futur-e-s participant-e-s à un programme passerelle dont la situation financière rend difficile, voire impossible, la participation au programme ou l'accès aux études
- Événements de sensibilisation à la diversité, visant à promouvoir la sensibilité de la communauté académique envers les personnes ayant vécu l'exil et la migration, ainsi que leur inclusion

Au-delà de la FHNW (La responsabilité principale de la mise en œuvre incombe à la direction du projet INVOST au sein de l'UNES, mais celle-ci collabore le plus souvent avec la FHNW et la HES-SO):

- Mise à disposition de services de conseils bilatéraux avec d'autres hautes écoles spécialisées suisses concernant la mise en place ou la mise en œuvre d'offres de transition/de programmes de soutien destinés aux réfugié-e-s
- Renforcement de la mise en réseau et de la coopération entre les hautes écoles spécialisées par l'organisation de réunions de mise en réseau. Ces réunions portent sur : les échanges, les synergies, les bonnes pratiques et la diffusion de ces dernières
- Renforcement de la collaboration entre les hautes écoles spécialisées et les autorités cantonales dans le domaine de la migration, de la formation et de l'intégration, en vue de pérenniser la coopération interinstitutionnelle et de régler le financement des places d'études dans les offres de transition
- Renforcement de la coopération stratégique entre les hautes écoles spécialisées, les autres hautes écoles, les autorités, le monde économique et la société civile en vue d'améliorer la qualité des offres de transition et d'assurer la pérennité institutionnelle des programmes, par l'organisation d'événements thématiques de mise en réseau
- Travail de relations publiques, de sensibilisation et de communication avec les médias afin de mettre en avant l'engagement et les offres des hautes écoles ainsi que les participant-e-s aux offres de transition

Tâches et activités 2025

Dans le domaine de la gestion de projet :

- Octroi de fonds PgB d'un montant de 223 056 francs pour le programme Integral PLUS à la FHNW, c'est-à-dire extension des cursus préparatoires Integral à la Haute école d'art et de design de Bâle (FHNW) et à la Haute école de travail social de la FHNW à Olten/Muttenz
- Engagement de la HES-SO à participer au projet INVOST II, bien qu'elle n'ait pas obtenu, contrairement à la FHNW, de fonds PgB pour ses offres de transition.
- Garantie du financement du poste de direction du projet INVOST II jusqu'en 2027, grâce à l'assurance d'un soutien financier de la Fondation Volkart, de la Fondation Mercator Suisse et de la FHNW. Garantie des cantons responsables de la FHNW (Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Soleure et Argovie) que les frais de participation aux cursus préparatoires intégrés à la Haute école d'art et de design FHNW, à la Haute école de technique et d'environnement et à la Haute école d'informatique pourront en principe être pris en

charge par le forfait d'intégration à partir du semestre d'automne 2025.

A la FHNW :

- Lancement du nouveau programme passerelle à la Haute école d'art et de design de Bâle FHNW avec 4 participant-e-s.
- Organisation de 2 formations pour les étudiant-e-s mentors (1 à la Haute école d'art et de design FHNW, 1 à la Haute école de technologie et d'environnement FHNW)
- Organisation de 2 ateliers de candidature pour les participant-e-s aux programmes passerelles (1 à la Haute école d'art et de design FHNW, 1 à la Haute école de technique et d'environnement FHNW)

Au-delà de la FHNW :

- Élaboration d'un guide pour l'apprentissage des langues destiné aux personnes qui enseignent aux réfugié-e-s participant à des programmes de soutien
- Lancement du programme de mentorat étudiant à la Haute école de technique et de l'environnement et à la Haute école d'informatique de la FHNW
- Organisation de deux événements de mise en réseau entre hautes écoles spécialisées (six établissements différents y ont participé)
- Organisation d'une formation pour les étudiant-e-s mentors à la Haute école de travail social de Fribourg (HES-SO)
- Réalisation d'entretiens de conseil bilatéraux sur la mise en place et la mise en œuvre de programmes de soutien pour les réfugié-e-s : Haute école spécialisée bernoise BFH, Université de Berne, Institut de formation continue PH Bern, PH Luzern, PH Zurich, PH St-Gall, PH Zug, PH Schwyz, PH FHNW.
- Échange bilatéral avec Economiesuisse/l'ORP régional concernant la collaboration dans le domaine de la recherche de stages.
- Élaboration de modèles de documents pour la collaboration entre les hautes écoles et les autorités cantonales dans le domaine de l'intégration.
- Entretiens bilatéraux avec les autorités cantonales en vue du financement d'offres de transition pour les réfugié-e-s à la FHNW et à la HES-SO (Lucerne, Vaud, Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie).

Perspectives 2026

En 2026, le nouveau programme passerelle sera lancé à la Haute école de travail social de la FHNW. De plus, des événements de mise en réseau entre les hautes écoles et/ou avec les autorités cantonales et les acteurs économiques continueront d'être organisés. Par ailleurs, l'UNES soutiendra notamment la FHNW, mais aussi la HES-SO et d'autres hautes écoles, dans la mise en œuvre des programmes passerelles et la formation des étudiant-e-s mentors et des participant-e-s aux programmes de soutien.

3.3. Students at Risk

Rapport présenté par Leonie Mugglin

Contexte

L'objectif de « Students at Risk » (StAR) est d'offrir, à des étudiant-e-s à risque dans le monde entier, dont le droit à l'éducation est formellement ou de facto refusé ou entravé dans leur pays d'origine, la possibilité de commencer et d'achever leurs études en Suisse.

Le projet StAR ainsi que son préfinancement pour la première année ont été approuvés par l'AD en mai 2022. Le projet a été pourvu d'un poste à 30 % du 1er août 2022 à octobre 2024. David Di Santo a mis fin à son activité en tant que responsable de projet à l'automne 2024. Depuis le 1er octobre 2024, Leonie Mugglin occupe le poste de responsable du projet StAR à un taux de 40 %. Durant la phase préparatoire du projet pilote, le financement de deux bourses a pu être garanti. Celles-ci ont été attribuées en 2025 à deux étudiant-e-s à risque. Le projet pilote a débuté en 2025 et se poursuivra jusqu'à la fin de 2027. Son objectif est de permettre au total à huit étudiant-e-s à risque d'étudier en Suisse.

Tâches et activités :

- Organisation et animation de la commission de sélection
- Conseil aux étudiant-e-s intéressé-e-s concernant l'admission dans les hautes écoles, les processus de candidature et les questions de visa
- Élaboration et mise à disposition d'informations de base (par ex. publications, documents d'information, site internet)
- Garantie du financement des bourses ainsi que des coûts du projet
- Mise en réseau et coordination avec les acteur-ric-e-s concerné-e-s, les autorités et les services universitaires
- Soutien aux bénéficiaires des bourses pour les questions liées à la bourse ainsi que pour les démarches et préoccupations générales liées à la vie en Suisse

Bilan 2025

Dans le cadre du développement du projet, les actions suivantes ont été menées :

- Au début de l'année 2025, les deux premières bourses StAR ont été attribuées à des étudiant-e-s à risque. Ces personnes ont été priorisées sur la base de leurs qualifications ainsi que de leur situation particulière de vulnérabilité.
- Les étudiant-e-s StAR ont été conseillé-e-s et soutenu-e-s par Students at Risk dans le cadre du processus d'admission dans la haute école, de la demande de visa et de leur entrée en Suisse.
- À l'automne, l'appel à candidatures pour les prochaines bourses a été publié sur le [site internet](#) du projet. À cette occasion, les informations relatives au projet, les lignes directrices concernant la procédure de candidature et de sélection, ainsi que des conseils pratiques destinés aux étudiant-e-s intéressé-e-s ont

été révisés et clarifiés. Ces éléments ont été rendus accessibles au public sur le site internet afin de garantir la transparence et la traçabilité du projet.

- La commission de sélection a été recomposée afin de garantir une expertise plus solide dans les domaines de l'évaluation des situations de risque, de l'admission dans les hautes écoles et des aspects relevant du droit des migrations. Le rôle de la commission de sélection a été précisé dans un guide détaillé.
- Durant l'été, un policy paper détaillé consacré au projet a également été publié.
- Les contacts et la collaboration avec les hautes écoles ainsi qu'avec des partenaires institutionnels comme le HCR (UNHCR) ont également pu être approfondis. Dans l'ensemble, il ressort que le soutien au projet pilote est bien présent.

Afin d'assurer le financement, les démarches suivantes ont été entreprises :

- Au début de l'année 2025, une campagne de recherche de fonds a été lancée afin de couvrir les coûts encore ouverts et de financer les prochaines bourses. Après des clarifications préalables approfondies, des demandes de soutien ciblées ont été adressées à des fondations privées ainsi qu'à des Églises cantonales.
- Au total, 258 500 francs de fonds de soutien ont pu être obtenus en 2025. Outre les coûts liés aux bourses, les frais salariaux de la direction de projet ont pu être couverts jusqu'à l'été 2027 grâce à des contributions non affectées.

Perspectives 2026

Les procédures de candidature et de sélection seront clarifiées et consolidées grâce à des coopérations avec des organisations partenaires pertinentes, notamment en ce qui concerne les processus de nomination et la vérification anticipée de l'aptitude aux études. Des plateformes d'échange régulières avec les autorités impliquées, les services universitaires et d'autres acteur-ric-e-s intéressé-e-s seront mises en place afin d'assurer durablement la coopération. Un autre axe prioritaire portera sur la garantie du financement des quatre bourses restantes, ainsi que sur l'examen et la mise en place de sources de financement alternatives. Par ailleurs, des rencontres d'échange avec les bénéficiaires des bourses sont prévues. Les offres d'accompagnement et les besoins en soutien seront développés sur la base des rapports semestriels remis par les étudiant-e-s.

3.4. The Student Minds Network

Rapport présenté par Seraina Campell

Contexte

Le [Student Minds Network](#) a été fondé en août 2023. Il s'agit d'un projet étudiant de l'Union des étudiant-e-s de Suisse (UNES), qui s'engage pour un renforcement durable de la santé mentale des étudiant-e-s, dans l'esprit de l'ODD 3 (santé et bien-être), aux niveaux local et national dans le domaine des hautes écoles suisses. À travers ce réseau, les associations étudiantes et les étudiant-e-s engagé-e-s sur cette thématique sont soutenu-e-s dans leur travail. Cela comprend notamment des workshops, des journées de réseautage, ainsi qu'une plateforme d'échange et d'information. Le projet vise également à soutenir directement les hautes écoles elles-mêmes, notamment par une participation à la conception de projets institutionnels, l'organisation de rencontres de mise en réseau et un accompagnement personnalisé assuré par la direction du projet. L'objectif est d'ancrer durablement cette thématique au sein des institutions. La vision du projet est de contribuer à la création d'un espace de l'enseignement supérieur qui permette à toutes les personnes concernées de renforcer leur santé mentale, de manière préventive et régénérative, dans un contexte actuel de crises écologiques, économiques et sociales.

Tâches et activités

Réseau :

Chaque semestre, une journée de réseautage est organisée à Berne par la direction du projet afin de mettre en lien les représentations étudiantes et les projets locaux, et de les soutenir dans leur travail. En outre, différents ateliers sont proposés, des check-ins en ligne sont mis en place et des projets étudiants sont soutenus de manière ponctuelle.

- Journée de réseautage du semestre de printemps 2025, thème central : engagement étudiant sain (mars 2025)
- Workshop culture durable et saine au sein des comités pour les représentations étudiantes (mai 2025)
- Workshop sur le fundraising pour les associations étudiantes locales (mai 2025)
- Check-ins en ligne (juin 2025 et septembre 2025)
- Participation à divers webinaires de l'European Student Union sur la santé étudiante (juin 2025)
- Soutien à la retraite du comité de l'UNES avec un échange sur une culture saine au sein des comités (août 2025)

Accompagnement de projets des hautes écoles :

En 2025, dans le cadre d'une demande de projet déposée auprès de la plateforme de soutien aux projets étudiants [student4sustainability](#) des hautes écoles bernoises, un sous-projet consacré à la promotion de la collaboration interinstitutionnelle entre les hautes écoles de Berne a été lancé. Ce sous-projet du Student Minds Network servira à l'avenir de modèle pour d'autres sites universitaires souhaitant développer une coopération interinstitutionnelle.

C'est pourquoi, en 2025, la collaboration entre la direction du projet et les hautes écoles s'est concentrée en priorité sur le site de Berne.

- Haute école spécialisée bernoise (BFH) : accompagnement et participation au conseil consultatif du projet « Aufbau eines studentischen Gesundheitsmanagements » (mise en place d'une gestion de la santé étudiante) (janvier à décembre 2025)
- Université de Berne : co-organisation du World Mental Health Day dans les hautes écoles bernoises, en collaboration avec En bonne santé à l'UniBE, la Haute école spécialisée bernoise (BFH), la AEHES-BE, la SUB et Mind Balance Bern (janvier à octobre 2025)
- Réseau des hautes écoles promotrices de santé : participation à une rencontre de réseautage sur le thème de la gestion de la santé dans les hautes écoles (mars 2025)
- Organisation d'une table ronde destinée aux membres des hautes écoles bernoises sur la santé psychique des étudiant-e-s, avec la participation de représentant-e-s des services de conseil des hautes écoles bernoises, de la SUB, de la AEHES-BE, de la Haute école pédagogique NMS Berne (PH NMS), de l'Université de Berne, de la Haute école pédagogique Berne (PH Bern), de la Haute école spécialisée bernoise (BFH), de la représentation du corps intermédiaire, de l'association étudiante Mind Balance et d'autres associations (juillet à octobre 2025)
- Participation aux Journées bernoises de la durabilité, avec un stand du Student Minds Network (septembre 2025)
- Suivi de la table ronde destinée aux membres des hautes écoles bernoises : à la suite des échanges, l'idée a émergé de créer, sur le site universitaire bernois, une structure dédiée à la collaboration interinstitutionnelle autour de la santé. Une première rencontre est prévue au semestre de printemps 2026 (octobre à décembre 2025)

Autres parties prenantes :

La direction de projet entretient des échanges réguliers avec différents projets locaux et nationaux engagés dans le domaine de la santé psychique des jeunes et des adolescent-e-s, et y assume différents rôles.

- Swiss School of Public Health : participation à un atelier consacré à la conception d'un questionnaire uniforme destiné à recueillir des données sur l'état de santé des étudiant-e-s dans les hautes écoles suisses (mars 2025)
- Présentation du projet Student Minds Network à SIBA (Soziale Innovation Bern) (août 2025)
- Mise en réseau du projet Restful avec la Haute école spécialisée bernoise (BFH) (octobre 2025)
- Accompagnement de l'équipe de la STREAM Survey sur les comportements médiatiques des étudiant-e-s à Bâle (décembre 2025)
- Fondation Team Ensemble : lancement d'un projet de promotion de la santé psychique des jeunes, membre du conseil consultatif (depuis décembre 2025)
- Soutien au projet SisterSupport, consacré à la promotion de la santé psychique des jeunes femmes (décembre 2025)
- Élaboration d'un guide de santé mentale pour les hautes écoles en collaboration avec la Fondation Beisheim, membre du conseil consultatif (depuis décembre 2025)

Travail politique

- Coordination et soutien au comité et au secrétariat général de l'UNES dans la publication d'un communiqué de presse à la suite de la publication de l'enquête de l'Office fédéral de la statistique sur la situation sociale et économique des étudiant-e-s (octobre et novembre 2025)
- Élaboration d'une vue d'ensemble des interventions parlementaires dans les cantons et au niveau fédéral (décembre 2025)

Bilan 2025

En 2025, le Student Minds Network a principalement mis l'accent sur la mise en réseau, non seulement entre les représentations étudiantes et les organisations étudiantes, mais aussi avec les membres des hautes écoles et d'autres parties prenantes dans les domaines de la jeunesse et de la promotion de la santé. Par ailleurs, les offres et événements du Student Minds Network ont pu être menés à bien avec succès. Le workshop consacré à une culture durable et saine au sein des comités a notamment été très bien accueilli et, en raison du nombre élevé de participant-e-s, a été organisé à deux reprises.

Perspectives 2026

En 2026, les activités du réseau dans le domaine de l'engagement étudiant, ainsi que la collaboration avec les hautes écoles et d'autres parties prenantes, seront poursuivies. En parallèle, un accent particulier sera mis sur le travail politique, afin de préparer d'éventuelles interventions dans les cantons ou au niveau du Parlement fédéral. Un autre axe de travail important concernera le développement futur du Student Minds Network, puisque la première phase du projet arrivera à son terme à l'été 2027.

4. Divers

Sections non-membres

Rapport présenté par Julia Bogdan, Sophie Wang et Emile Blant

Contexte

Au cours de cette année, nous avons également entretenu des échanges avec des associations d'étudiant-e-s qui ne sont pas (encore) membres de l'UNES. En cette période marquée par des défis politiques croissants, notre objectif est précisément de renforcer la coopération, d'instaurer un climat de confiance et d'attirer de nouvelles sections à long terme.

Séances / Contenu des séances

Alias (ZHAW)

Des discussions ont eu lieu entre Alias et l'UNES concernant le paquet de mesures d'allègement 27. Alias a également participé à la campagne d'affichage et à la manifestation, et d'autres échanges sont prévus.

AGEPOLY (EPFL)

AGEPOLY a adhéré à l'UNES lors de la 186e AD et n'est désormais plus officiellement une non-section ! Une collaboration très étroite a eu lieu concernant le paquet de mesures d'allègement. Ils ont participé à la campagne d'affichage et à la manifestation.

FH OST

Un contact a été établi avec le représentant des affaires externes au sein du comité de l'OST-RJ, l'organisation étudiante du campus Rapperswil-Jona de la FH OST. Un échange constructif a eu lieu lors d'une réunion, au cours de laquelle la FH OST a pu se faire une idée du travail de l'UNES et identifier les premiers points de départ pour une éventuelle collaboration. En tant qu'organisation encore jeune, la FH OST est toujours en phase de développement et dispose actuellement de ressources humaines et financières limitées. Une participation active dans le domaine de la politique nationale de l'enseignement supérieur n'est donc actuellement possible que de manière limitée. Dans le même temps, il a été signalé qu'il existe un intérêt de principe pour une future collaboration, en particulier dès que les conditions structurelles se seront davantage consolidées.

SHSG (HSG)

Plusieurs échanges ont eu lieu avec la SHSG dans le cadre du paquet d'allègements 27. La SHSG perçoit clairement la valeur ajoutée d'une adhésion à l'UNES – tant sur le plan du contenu que sur le plan financier, une adhésion

serait tout à fait envisageable. Il subsiste néanmoins certaines incertitudes, notamment en ce qui concerne son rôle au sein de l'Université de Saint-Gall. Elle craint qu'une adhésion à l'UNES ne pèse sur la bonne collaboration avec la direction de l'université ou que tous les étudiant-e-s ne soutiennent pas une telle démarche. Dans nos discussions, nous essayons donc de montrer que l'UNES est politiquement neutre et que d'autres sections au profil similaire font partie de l'association sans problème. Nous restons en contact étroit et aidons la SHSG à prendre une décision éclairée en interne – sans pression, mais avec beaucoup d'ouverture et de volonté de dialogue.

AGEF (Université de Fribourg)

En 2025, l'UNES et l'AGEF ont entretenu des contacts réguliers et ont notamment participé à la campagne d'affichage pour la pétition contre l'EP27. Les relations restent cordiales et positives, y compris avec l'UNIFR. Les discussions concernant une nouvelle adhésion n'ont pas avancé en 2025 en raison d'un calendrier chargé.

5. Commission de contrôle

Commission de contrôle GPK (Rapport sur la gestion et les finances)

Rapport présenté par Fabienne Hitz, Nicolas Triebold et Ruben Garbade

Introduction

Au cours de l'année écoulée, la CdC a continué à accompagner, observer et conseiller de manière très intensive les travaux de l'association, et en particulier ceux du Comité exécutif.

Depuis le dernier rapport, un léger changement est intervenu au niveau du personnel : Fabienne Hitz a été en congé maternité de novembre 2025 à avril 2026. La CdC lui adresse ses sincères félicitations, ainsi qu'au tout nouveau petit membre d'honneur de la CdC.

Les statuts et règlements révisés sont en vigueur depuis le 1er janvier 2025. Dans le cadre de cette révision totale, la CdC s'est vu confier de nouvelles tâches et s'est réorganisée en conséquence, en procédant à des changements internes. La CdC se considère désormais en mesure de mieux assumer ses nouvelles tâches et compétences. La CdC souhaitait intensifier les contacts avec l'association et les sections afin d'être mieux informée et de pouvoir mieux assurer le suivi des affaires courantes.

La CdC était ainsi représentée à tous les Conseils des sections. Les décisions et interprétations de la CdC sont désormais également publiées directement sur Confluence dans l'intérêt du public.

Recours, plaintes et demandes

La CdC n'a reçu aucun recours ni aucune plainte concernant des décisions ou des procès-verbaux.

Elle a toutefois reçu un nombre croissant de demandes et de réclamations. La CdC a examiné tous ces cas, y a répondu dans les délais impartis et, lorsque cela s'est avéré nécessaire, a ouvert des enquêtes et pris les mesures qui s'imposaient. Ainsi, par exemple, une modification rédactionnelle a été apportée aux règlements sur la base d'une remarque de la HoPoKo.

De plus, les compétences du Comité exécutif et la séparation des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif ont de nouveau fait l'objet de discussions au sein du Conseil des sections, notamment en lien avec un communiqué de presse publié sans consultation préalable du Conseil des sections. La CdC a émis un avis à ce sujet : la situation réglementaire n'est pas claire. Il s'agit toutefois, selon la CdC, d'un débat de fond politique qui doit être mené lors de l'AD.

En raison de l'ampleur et du caractère confidentiel du dossier, aucune autre demande ne sera traitée.

Interprétations et décisions

La CdC a publié les interprétations et décisions suivantes :

- 21/01/2025 Décision fixant le montant maximal des crédits supplémentaires
- 22/10/2025 Décision relative à la modification rédactionnelle du Règlement général sur les commissions thématiques de l'UNES
- 14/03/2026 Interprétation de la section 6. Frais et dépenses du Règlement sur les finances de l'UNES

Séances / Contenu des séances ; contacts avec l'association

La CdC était présente tant aux Assemblées des délégué-e-s qu'aux séances du Conseil des Sections. Lors de l'AD, la CdC a répondu aux questions des sections concernant l'interprétation des statuts et des règlements et a veillé au bon déroulement de la réunion, conformément au règlement. En outre, le CdC a apporté son soutien à la formulation et à l'examen des motions destinées à l'AD et au CS.

Par ailleurs, la CdC a conseillé le Comité exécutif et le secrétariat général de l'association sur des questions juridiques, lors de l'évaluation des comptes annuels, ainsi que sur l'interprétation des statuts et des règlements, notamment en ce qui concerne le respect des procédures statutaires et des processus prescrits par les règlements.

Par ailleurs, la CdC a entretenu des contacts étroits avec les commissions afin de les soutenir notamment dans l'adaptation des structures et des processus découlant des nouveaux statuts. La CdC a en outre détecté des erreurs et des imprécisions dans les nouveaux statuts. Celles-ci seront soumises au groupe de travail « Structure » pour évaluation.

Rapport sur les activités du Comité exécutif

La CdC a renforcé ses contacts avec le Comité exécutif et assiste désormais à certaines de ses réunions de manière aléatoire. Elle a en outre mené un entretien individuel avec chaque membre du Comité exécutif. Nous procéderons ainsi chaque année à l'avenir.

La CdC n'a connaissance d'aucune violation du règlement de la part du Comité exécutif. Elle conclut, sur la base des rapports annuels et des échanges directs, que le Comité exécutif a travaillé dans le respect des statuts et du règlement.

Rapport sur les comptes annuels et les finances

Le bilan au 31 décembre 2025 ainsi que le compte de résultat du 1er janvier au 31 décembre 2025 ont été présentés à la CdC le 26 février 2026. Cette année encore, la CdC a procédé à un examen approfondi des comptes annuels. Les soldes indiqués au bilan concordent avec les pièces justificatives disponibles. Toutefois, certaines écritures comptables vérifiées par sondage n'étaient pas accompagnées de pièces justificatives. Il s'agit concrètement de notes de frais de déplacement.

Cela a donné lieu à un examen approfondi, à l'issue duquel il est apparu clairement que la pratique en matière de gestion des frais de déplacement s'écarterait des dispositions réglementaires. Ainsi, des frais de déplacement ont

été versés pour un montant supérieur à celui prévu et, surtout, à celui pouvant être justifié. Cela s'explique par une formulation ambiguë dans les règlements. La CdC a alors rédigé une interprétation des articles spécifiques et l'a présentée au Comité exécutif ainsi qu'au Conseil des Sections. La CdC a en outre recommandé de remanier et de préciser les passages concernés dans les règlements.

La CdC conclut néanmoins que la comptabilité a été tenue de manière rigoureuse et correcte. À tous égards, le budget et le compte de résultat sont, de l'avis de la CdC, corrects et cohérents. Les dépassements budgétaires sont documentés et justifiables. Aucun déficit structurel n'est identifiable ; au contraire, il semble y avoir un excédent structurel. Celui-ci est si élevé cette année que, conformément à l'art. 14 du règlement sur l'adhésion à l'UNES, les pourcentages et forfaits sur lesquels se basent les cotisations des membres doivent impérativement être renégo-ciés. Le Comité exécutif a été informé de cette situation et le sujet a été inscrit à l'ordre du jour de la 187^e AD.